

Première partie :

le contexte historique

- I Les événements de la guerre des Malouines**
- II Les contraintes juridiques et institutionnelles sur la presse britannique en 1982**
- III Rapports entre autorités et journalistes pendant le conflit des Malouines**
- IV Le *Times* : identité et caractère**

Chapitre 1

Les événements de la guerre des Malouines

Les événements du conflit des Malouines sont maintenant relativement anciens ; onze ans se sont écoulés depuis la fin du conflit. Aussi avons-nous souhaité en faire un bref rappel¹.

Les événements qui ont précédé l'invasion

Depuis de très nombreuses années le problème des îles Malouines avait gâché les relations anglo-argentines. A plusieurs reprises les Argentins avaient projeté de réaliser, voire tenté, des opérations militaires pour occuper les îles. Le général Galtieri, et son collaborateur de la Marine au sein de la Junte argentine qui avait pris le pouvoir le 8 décembre 1981, partageaient le sentiment que cet archipel était un territoire argentin injustement saisi par les Britanniques au XX^e siècle. Ils faisaient de la reprise des Malouines une priorité nationale. Sans doute ce coup de force était-il, au moins en partie, motivé par leur besoin de faire diversion aux difficiles réalités d'une politique interne de plus en plus mal acceptées par la population.

¹ Le lecteur pourra également se reporter à la chronologie en annexe

On s'accorde généralement à penser que l'Argentine estimait peu probable une réaction efficace de la part du Royaume-Uni. Plusieurs dirigeants argentins l'ont reconnu depuis l'époque des combats. Il est possible que leurs affirmations aient été influencées par les événements qui eurent lieu par la suite, ainsi que par la nécessité de se disculper rétroactivement face à une opinion publique de plus en plus hostile, qui les accusait d'incompétence grave. Une confirmation plus convaincante de ce sentiment provient de l'observation du comportement de la Junte dans les semaines précédant l'invasion, et notamment de l'absence de tout dispositif sérieux pour repousser une contre-attaque britannique¹. Il semblerait que la Junte argentine ait eu l'impression que le Royaume-Uni souhaitait se débarrasser des îles, mais ne pouvait le faire à cause du Falklands Lobby. Dans cette perspective, l'invasion constituait un acte de bluff mal préparé (« *brinkmanship* »), un coup de force qui devait régler le différend qui opposait l'Argentine au Royaume-Uni en mettant ce dernier devant un fait accompli. Les militaires de la Junte pensaient que les Britanniques n'y opposeraient que des protestations publiques sans suite.

Quoi qu'il en soit, tous ces plans furent accélérés ou modifiés à la suite d'une crise survenue au sujet de la Géorgie du Sud, archipel qui ne faisait pas partie des Malouines, mais dépendait administrativement du Gouverneur Rex Hunt.

L'incident débuta lorsque, en mars 1982, une équipe de ferrailleurs argentins débarqua en Géorgie du Sud, et refusa de passer par les voies diplomatiques habituelles pour demander l'autorisation de devenir résidents temporaires des dépendances de l'Atlantique. Au lieu de cela, elle hissa le drapeau argentin. Il est difficile d'affirmer que cet incident fut soutenu par la Marine argentine. Certes, la Marine y participa, puisqu'elle achemina les ouvriers à bord de ses navires, mais il n'y avait à cela rien d'anormal, puisqu'elle représentait le seul moyen de transport dans cette partie du monde².

¹ Le plan initial était de laisser une petite garnison de 500 hommes, et conformément à ces plans la Junte entreprit de rapatrier les hommes de la force d'intervention. Mais avec la nouvelle du départ de la task force le flux des troupes fut inversé. Lawrence FREEMAN & Virginia GAMBA-STONEHOUSE. *Signals of War : The Falklands Conflict of 1982*. Londres : Faber & Faber, 1990, p. 116, p. 142-143

² *Ibid.*, p. 40

Selon un article¹ de Simon Jenkins, rédacteur en chef du *Times* jusqu'en 1992 et co-auteur avec Max Hastings de *The Battle for the Falklands*, il existait depuis le mois de décembre 1981 un plan détaillé de reprise des îles Malouines, connu sous le nom d'opération *Azul* (et ensuite *Rosario*²), confié par l'amiral Anaya à l'amiral Lombardo. Ce plan prévoyait un grand assaut amphibie contre les Malouines, entre le 15 mai et le mois de juillet 1982, c'est-à-dire au tout début de l'hiver austral, période à laquelle une éventuelle riposte britannique aurait été extrêmement difficile.

Il existait également un autre plan, connu sous le nom d'*Alpha*, qui prévoyait l'occupation de la Géorgie du Sud, sous couvert du travail des ferrailleurs. L'amiral Lombardo avait demandé à son supérieur, l'amiral Anaya, d'annuler l'opération *Alpha*, dont il craignait qu'elle ne compromît le succès de l'opération *Azul*. Il semblerait cependant que l'amiral Anaya n'ait pas voulu interrompre l'opération *Alpha*, qui, par conséquent, se poursuivit. Le 19 mars 1982, cette opération entra même dans sa phase critique avec le débarquement d'un petit détachement de fusiliers marins pour accompagner les ferrailleurs. Inquiet à la perspective que cette action « secondaire » ne provoque une réaction britannique qui aurait mis en péril le plan « principal », l'état-major donna l'ordre, le 22 mars, d'avancer la mise en œuvre du plan *Azul*. Celui-ci débiterait, non pas au 15 mai comme initialement prévu, mais avant la fin du mois de mars.

L'incident de la Géorgie du Sud déclencha une hausse sensible de la tension diplomatique. Le brise-glaces *HMS Endurance* quitta les îles Malouines en direction de la Géorgie du Sud pour évacuer les « ferrailleurs ». Le Foreign Office, toutefois, souhaitait éviter une réaction exagérée, et craignant que l'Argentine ne pût y voir une provocation, il fit faire demi-tour à l'*Endurance*. C'était trop tard. La Junte, ayant lu des rapports parus dans la presse britannique le 25 mars, croyait qu'un sous-marin nucléaire avait été envoyé vers l'Atlantique Sud. Elle redoutait par conséquent que le projet d'une invasion sans effusion de sang, réalisable tant que les Britanniques ne disposaient que d'un seul navire et d'une quarantaine de Marines, ne devienne tout à fait impossible. Il y avait donc une dernière chance que les Argentins décidèrent de saisir, donnant l'ordre d'invasion le 26 mars 1982.

¹ Simon JENKINS. « A very British cover-up », le *Times*, 2 avril 1992, p. 16.

² Il a également été envisagé le nom de *Plan Goa*, rappelant le coup de force indonésien contre l'île de ce nom. Cette agression n'avait provoqué qu'une réaction verbale de la part de la communauté internationale.

M. Jenkins indique que ce fut le ministère de la Défense qui fit croire ainsi à l'Argentine qu'un sous-marin était déjà en route vers l'Atlantique Sud. Le ministère en aurait même été très fier. Le Foreign Office ne partageait pas cette satisfaction. Sir Richard Luce relate, dans la série d'émissions de télévision consacrée par Channel 4 à la guerre des Malouines en mars 1992, que son secrétaire fut tellement ébranlé par la nouvelle que cette information (inexacte, de surcroît) allait être publiée dans la presse le lendemain matin, qu'il fut pris d'une nausée violente et dut sortir dans le jardin pour vomir. Cette première tentative de « désinformation » avait précipité la guerre.

Le 2 avril 1982 les forces argentines débarquèrent sur les Falklands. Un détachement de la force d'invasion partit à l'assaut de la résidence du gouverneur, Government House. Un soldat argentin fut tué et deux autres blessés dans un échange de feu nourri et prolongé. Après plusieurs heures de combat, le Gouverneur des Falklands, Rex Hunt, accepta de se rendre, et les Marines furent faits prisonniers.

La nouvelle prit au dépourvu le public britannique, qui ne s'était pas douté que des événements aussi sérieux fussent sur le point de se produire dans l'Atlantique Sud. Le gouvernement ne paraissait guère plus préparé. Dès le départ il y eut une certaine confusion, et, malgré les rumeurs persistantes, un porte-parole du gouvernement annonça au début de la session parlementaire du 2 avril qu'il ne disposait d'aucune information permettant de confirmer l'invasion. Quelques heures plus tard, il dut revenir à la Chambre pour annoncer que sa déclaration précédente avait été, involontairement, inexacte, et que l'invasion avait bien eu lieu.

La chute du gouvernement sembla tout à fait possible. Que le pays ait été ainsi incapable de prévoir et d'empêcher l'invasion de l'un de ses territoires par un pays considéré par beaucoup comme une puissance de deuxième ordre parut profondément troublant. Les critiques visèrent surtout le Foreign Office, auquel il fut reproché d'avoir mal interprété le cours des événements, et tout aussi mal apprécié la gravité de la situation. Certains journaux s'en prirent sévèrement aux responsables des affaires étrangères, affirmant qu'ils avaient cherché à tout prix à faire accepter des solutions de compromis, après avoir tenté depuis des années de se « débarrasser » des îles Malouines. Certains journaux populaires à sensation se réjouirent du désarroi de Lord Carrington et du Foreign Office. Sans doute profitaient-ils de cette

occasion pour attaquer l'un des groupes les plus puissamment installés de l' *Establishment* qui se trouvaient de moins en moins en phase avec le nouveau conservatisme des années Thatcher.

Le Parlement se réunit le lendemain matin en séance extraordinaire. C'était la première fois depuis l'affaire de Suez que le Parlement était ainsi amené à se réunir le samedi matin. Cela rappela désagréablement aux conservateurs les événements néfastes de 1956. Mme Thatcher ouvrit le débat, donnant un compte rendu des faits de la veille, restant sur la défensive. Loin de se terminer, comme on aurait pu s'y attendre, par un réquisitoire vigoureux sur l'incapacité du gouvernement à assurer correctement sa mission, le débat évolua vers une mise en demeure d'évincer les Argentins des îles ou d'en subir les conséquences en cas d'échec. La proposition d'envoyer la flotte valut au gouvernement un soutien inattendu de tous les côtés, même s'il était clair que le gouvernement tomberait s'il ne réussissait pas à régler la crise. L'émotion était à son comble, et les Falklandais¹ devenaient de « chers concitoyens » (« our dear fellow citizens » ; l'expression est d'ailleurs bien plus forte en anglais)². Enoch Powell mit Mme Thatcher au défi de montrer « de quel métal elle était faite », et de prouver qu'elle méritait bien le surnom de « Dame de Fer ». Annonçant alors le départ d'une force navale puissante, elle s'employa à démontrer qu'elle pouvait être à la hauteur de sa réputation.

Aux Nations-Unies, les diplomates travaillèrent d'arrache-pied pour faire accepter le point de vue de la Grande-Bretagne. Le résultat de cette pression diplomatique fut le vote, le 3 avril 1982, de la Résolution numéro 502 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, exigeant le retrait des forces militaires et invitant les parties concernées à rechercher une solution négociée. La Grande-Bretagne précisa que la Task Force avait été expédiée pour protéger ses intérêts au cas où l'Argentine n'obéirait pas à cette injonction.

Pendant ce temps le public britannique, ou, tout au moins, son immense majorité, apprenait à situer les îles Malouines sur la carte du monde. On a souvent dit qu'en dehors des philatélistes, peu de gens avait une idée claire

¹ L'adjectif « malouin » n'étant évidemment pas utilisable, nous suivons l'usage proposé par Michel Morel dans son article sur le *Guardian* et la guerre des Malouines, Michel MOREL. « Falklands : le *Guardian* et la guerre », *La « civilisation » dans l'enseignement et la recherche. Lez Valenciennes*. Valenciennes : Université de Valenciennes, n° 7, Hiver 1982, p. 115-131

² John SILKIN, *Official Report — House of Commons*, 3 avril 1982, col. 661
Ibid., col. 644

de leur situation géographique ou politique. Plusieurs personnes interrogées au moment de l'invasion les localisaient au nord de l'Écosse.

Les États-Unis furent profondément gênés par cette affaire. L'Argentine était un de leurs alliés les plus solides et les plus fidèles dans la lutte contre le communisme en Amérique latine, mais les États-Unis restaient profondément attachés au Royaume-Uni. Il y avait au sein de l'Administration de Ronald Reagan des « pro-américanistes », et notamment Mme Jeane Kirkpatrick, ainsi que des pro-européens comme Caspar Weinberger, le secrétaire de la Défense, et le secrétaire d'État, le général Alexander Haig. Le général Haig fut envoyé pour servir de médiateur entre les deux gouvernements avec l'espoir qu'il les aiderait à trouver un terrain d'entente. Il commença une navette diplomatique entre Buenos Aires et Londres, et de toute évidence fit des efforts considérables pour empêcher un conflit entre ces deux alliés des États-Unis. En tant que médiateur, il souhaitait particulièrement éviter de donner l'impression qu'il inclinait davantage vers l'une ou l'autre des deux parties. L'on décrivit sa position comme étant celle d'un « honest broker ». Cette position irritait bon nombre de Britanniques qui estimaient que les États-Unis devaient énoncer clairement leur soutien. Il fallut attendre le 30 avril pour que le Président Reagan acceptât de prendre position et annonçât que son gouvernement soutenait la Grande-Bretagne.

En réalité les États-Unis fournissaient déjà à la Grande-Bretagne une aide matérielle considérable, si bien que certains responsables américains prétendent que, sans cette assistance, les forces armées britanniques n'auraient pu obtenir leur victoire sur les Argentins.

La Grande-Bretagne demanda également l'aide de ses partenaires européens. Ceux-ci annoncèrent rapidement leur soutien et acceptèrent d'imposer les sanctions économiques qu'elle désirait. Un embargo total sur les livraisons d'armes à la Junte fut décrété. Ce n'est que plus tard qu'on apprit qu'une équipe de techniciens français était restée en Argentine et continuait à aider les Argentins à mettre en place leurs missiles Exocet.

Le départ des navires les plus puissants de la Marine Royale le 5 avril 1982 fut l'occasion de manifestations de soutien populaire massives. Pour beaucoup, cette démonstration de la puissance navale britannique rappela d'autres guerres du passé, en particulier la Deuxième Guerre mondiale. De surcroît, ce départ étant généralement considéré comme une manœuvre

d'intimidation qui ramènerait la Junte à la raison sans effusion de sang, l'événement ne provoquait pas autant d'inquiétude que d'autres dans le passé, laissant ainsi libre cours à la liesse populaire.

Tous les Britanniques ne soutenaient pas cependant le départ de la Task Force, mais les voix de la dissension furent noyées sous les flots d'un extraordinaire élan de patriotisme cherchant à rompre avec le sentiment que la Grande-Bretagne ne pouvait plus agir avec sa grandeur d'antan.

Le général Haig dut affronter une intransigeance argentine qui n'avait d'égale que celle de la Grande-Bretagne. Pour les Argentins, il ne faisait aucun doute que les Malouines leur appartenaient ; les Britanniques, quoique parfois confus lorsqu'il fallait manier des concepts quasi oubliés tels que la souveraineté, n'étaient pas moins convaincus que les Malouines étaient un territoire britannique, peuplé par des hommes et des femmes de souche britannique.

La Task Force poursuivit son voyage vers le Sud, s'arrêtant à l'île de l'Ascension, île britannique abritant une base militaire américaine, pour terminer les préparatifs et charger les provisions qu'elle n'avait pas eu le temps de prendre à Portsmouth.

Au fur et à mesure de la progression de la flotte, le climat chaud des tropiques céda la place aux eaux froides de l'Atlantique Sud. Un détachement de navires reçut l'ordre de faire route à pleine vitesse pour reprendre la Géorgie du Sud. Malgré de graves problèmes au début de l'opération, qui aurait pu tourner au désastre sans une bonne dose de chance et l'adresse des pilotes d'hélicoptère, la Géorgie du Sud fut reprise sans pertes humaines.

Les unités spécialisées furent confrontées à bien des difficultés au cours de leur tentative d'atterrissage sur l'île en mission de reconnaissance avant l'attaque principale. Deux hélicoptères s'étaient écrasés sur un glacier et plusieurs dizaines d'hommes durent ainsi subir des conditions de blizzard exceptionnellement difficiles. Seule la grande maîtrise technique d'un troisième pilote leur épargna une mort presque certaine par hypothermie. Le débarquement qui fit suite à ce malheureux premier atterrissage faillit lui aussi tourner à la catastrophe lorsque deux engins de débarquement furent, à la suite d'ennuis mécaniques, renvoyés au large par des vents violents. Par

chance, tous les hommes furent rapidement secourus. A Londres, cependant, aucune information ne filtra sur tous ces incidents. Le Premier ministre se contenta de faire lire par son ministre de la Défense la dépêche envoyée par le responsable militaire de l'opération, selon laquelle l'enseigne blanche flottait à nouveau sur l'île. Elle invita ensuite le public à se réjouir de cette bonne nouvelle.

Pour lui faciliter la compréhension du déroulement de toutes ces opérations, le lecteur trouvera ci-dessous trois cartes montrant respectivement a) l'Atlantique, du Royaume-Uni à l'Antarctique, b) l'Atlantique Sud, et c) l'archipel des îles Malouines.

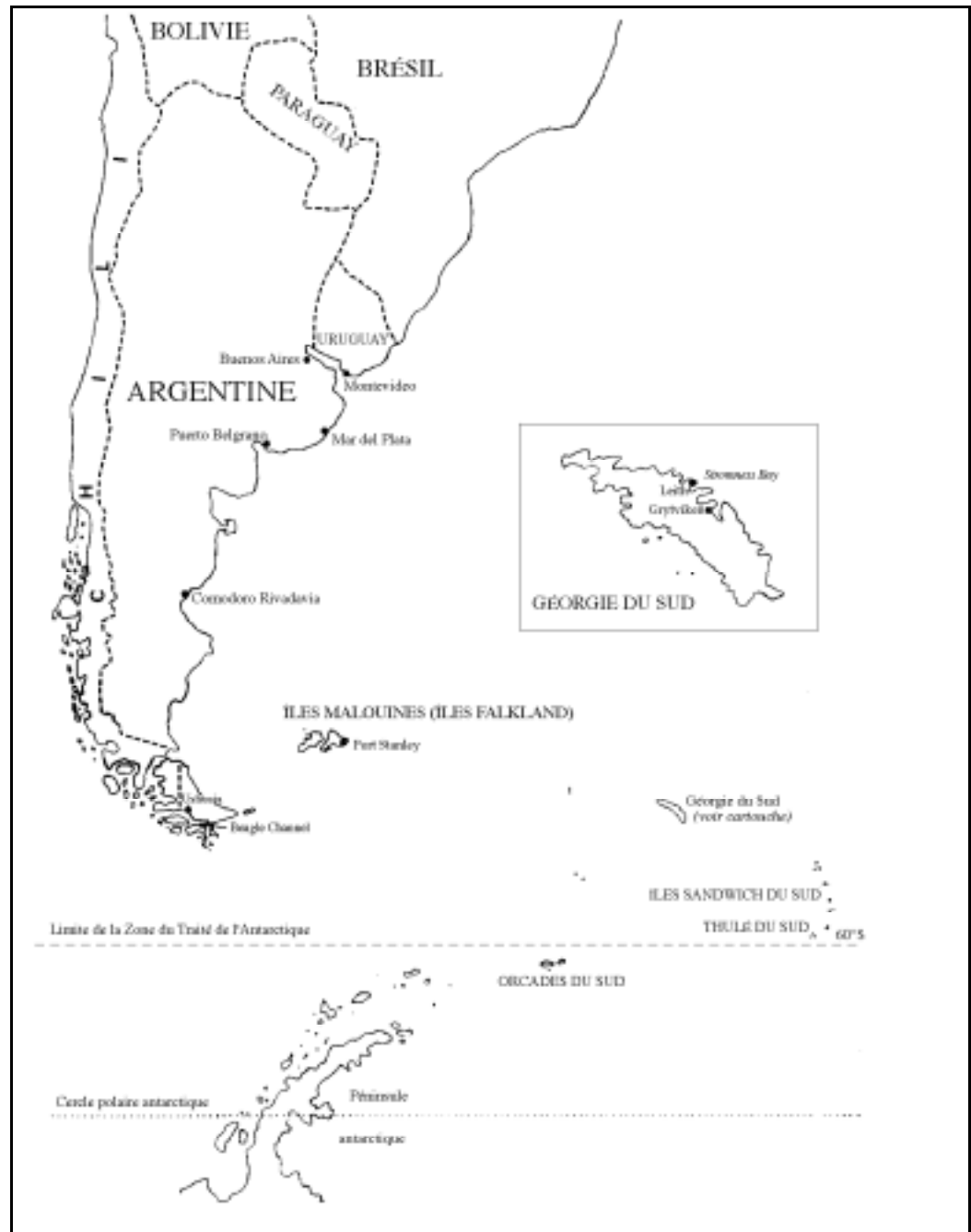
Cartes

a) L'Océan Atlantique, du Royaume-Uni aux îles Malouines



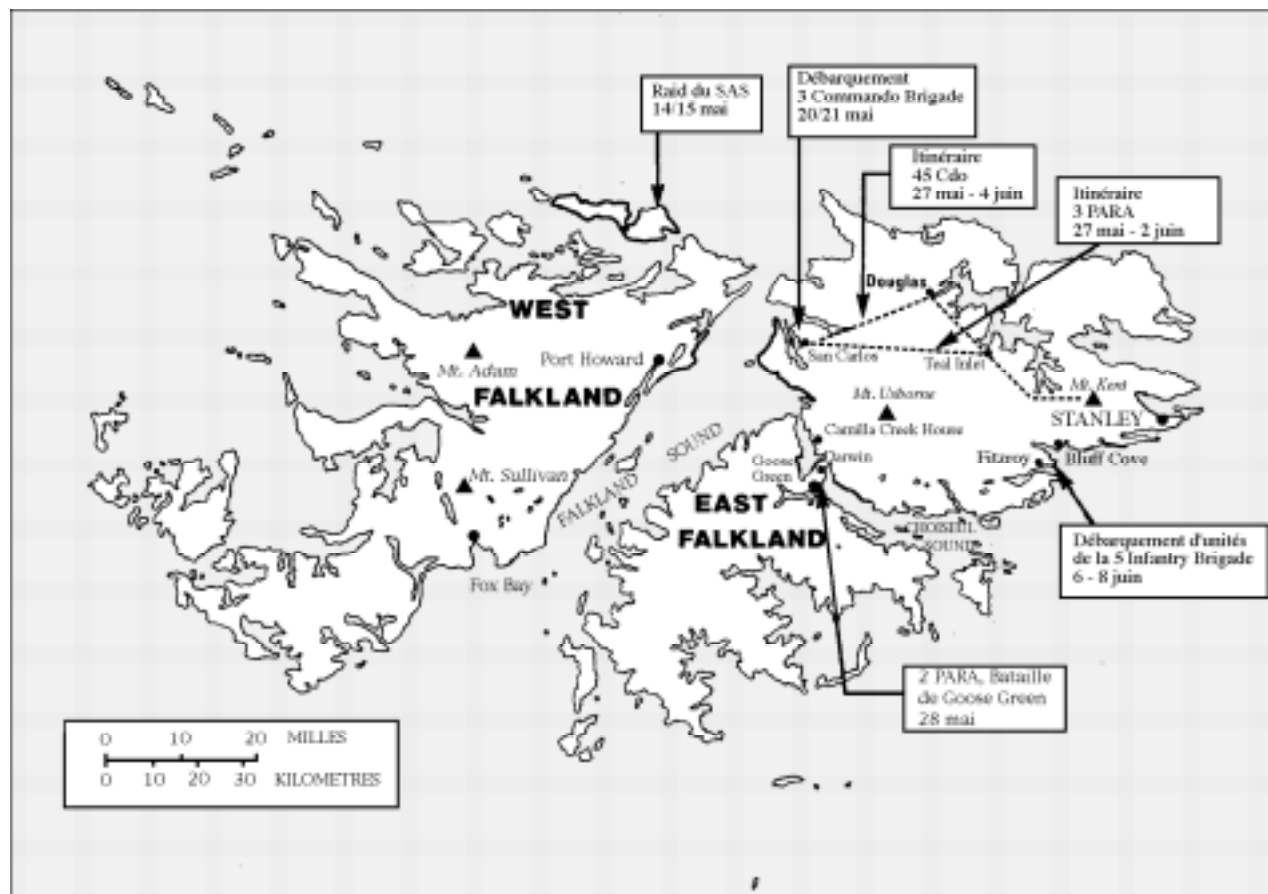
Source : Carte dessinée d'après *The Falklands Campaign: The Lessons*. Londres : H.M.S.O., 1982, p. 4

b) L'Atlantique sud



Source : Carte dessinée d'après *The Falkland Islands Review*. Londres : HMSO, 1983, p. 106

c) Les îles Malouines



Source : Carte établie à partir de *The Falklands Campaign: The Lessons*. Londres : H.M.S.O., 1982, p. 8

La Grande-Bretagne annonça la mise en place d'une Zone d'Exclusion Militaire, puis quelques jours plus tard d'une Zone d'Exclusion Totale autour de l'archipel. Le but de cette politique était de réaliser un blocus, coupant ainsi la garnison des îles des sources d'approvisionnement sur le continent sud-américain. Entre temps, les négociations n'avaient pu aboutir, et le général Alexander Haig abandonna ses efforts d'obtention d'une solution pacifique. Le Président des États-Unis put alors annoncer son soutien au Royaume-Uni, et, pour reprendre les termes du ministre de l'Intérieur William Whitelaw :

« the action phase of the war commenced¹. »

La piste d'atterrissage de l'aérodrome de Port Stanley fut bombardée par un avion Vulcan qui avait fait le voyage directement depuis l'île de l'Ascension, grâce à une logistique très sophistiquée d'avions permettant le ravitaillement en vol. L'attaque fut poursuivie par des avions à décollage vertical Harrier basés sur les bâtiments de la Task Force. Ces actions furent suivies le lendemain par un bombardement naval de l'aéroport. Des avions argentins Mirage et Canberra attaquèrent des navires britanniques, mais furent repoussés par des Sea Harrier qui abattirent un Mirage et un Canberra.

Selon ses mémoires, l'amiral Woodward avait ordonné ces opérations pour faire croire à un débarquement imminent, obligeant ainsi la flotte argentine à intervenir², et en effet, de nombreux navires argentins se dirigèrent vers la flotte britannique. Le plan argentin initial prévoyait le lancement d'avions armés de missiles air-air Exocet depuis le porte-avions *Veinticinco de Mayo*, mais le vent n'était pas assez fort pour permettre un décollage dans des conditions acceptables et le projet fut abandonné. Les sous-marins qui se trouvaient au nord des îles Malouines avaient perdu la trace du *Veinticinco de Mayo*, mais au sud, un autre sous-marin, le *Conqueror*, poursuivait depuis quelque temps un autre groupe de navires argentins. Après avoir reçu l'autorisation de Londres, le sous-marin lança des torpilles contre un croiseur, le *General Belgrano*, qui naviguait au sud de la Zone d'Exclusion. Le croiseur, anciennement l'*USS Phenix*, un des rescapés de l'attaque de Pearl Harbor, coula. Plus de 300 marins argentins furent tués. Cette action devait être la seule confrontation exclusivement navale de la campagne, puisqu'à partir de ce moment-là la Marine argentine se retira et se cantonna dans ses ports ou à proximité de la côte argentine.

Le plan de paix péruvien, qui semblait en train de progresser, fut finalement rejeté par la Junte, vraisemblablement en majeure partie à cause de cette action. Ce refus soulagea certains hommes politiques britanniques du parti conservateur, qui craignaient que les conditions du plan de paix, qu'ils auraient été obligés de signer sous la pression américaine, n'eussent été considérées comme inacceptables par l'opinion publique britannique et surtout par l'aile droite de leur propre parti. Certains critiques devaient par la

¹ William WHITELAW. *The Whitelaw Memoirs*. Londres : Headline, 1990, p. 270

² Admiral Sandy WOODWARD. *One Hundred Days - The Memoirs of the Falklands Battle Group Commander*. Londres : Harper Collins, 1992, p. 132

suite accuser le gouvernement d'avoir agi délibérément, torpillant le *General Belgrano* pour mettre fin à des négociations qui risquaient fort d'aboutir.

Deux jours plus tard, deux avions argentins *Super Étendard* lancèrent une attaque avec des missiles *Exocet* qui endommagèrent sérieusement le *HMS Sheffield*, tuant une vingtaine de marins britanniques.

Bien que tout espoir d'une solution diplomatique n'eût pas été totalement abandonné, le nouveau secrétaire général des Nations-Unies, Señor Perez de Cuellar, ayant repris le travail à la suite de l'échec de l'initiative du Président Belaunde du Pérou, l'option militaire adopta un nouveau rythme à partir de ce moment. Lord William Whitelaw relate dans ses mémoires qu'à partir du moment où le plan de paix péruvien avait été rejeté par l'Argentine, une issue militaire devenait inévitable¹. Les bombardements aériens et navals continuèrent, et des unités spécialisées devinrent de plus en plus actives, surtout à Pebble Island, où, dans la nuit du 14 au 15 mai, un groupe de commandos détruisit des installations militaires de surveillance radar ainsi que plusieurs avions argentins sur une des pistes d'atterrissage de l'île.

Le 21 mai, la Task Force débarqua environ 5000 hommes ainsi que leur matériel et approvisionnement à Port San Carlos, et une tête de pont fut établie. Il n'y eut que très peu de résistance de la part de l'armée argentine sur les îles. Cependant, l'armée de l'air argentine arriva rapidement pour bombarder les navires qui se trouvaient dans San Carlos Water, le bras de mer qui donnait accès à la tête de pont, et plusieurs bâtiments furent atteints par des bombes. Pendant ce temps, la Marine continua à transférer ses équipements. Les pertes auraient pu être beaucoup plus importantes si toutes les bombes argentines avaient explosé normalement. En effet les pilotes argentins devaient voler à très faible altitude pour tenter d'éviter les missiles lancés contre eux, depuis des unités à terre et depuis les navires eux-mêmes. En raison des problèmes techniques que cela entraînait, le système de déclenchement des bombes ne fonctionna pas toujours.

Londres exerça une pression politique soutenue pour que les troupes qui venaient de débarquer prennent l'initiative et avancent depuis la tête de pont, car la Marine continuait à subir de lourdes pertes alors que l'armée de terre

¹ William WHITELAW. *op. cit.*, p. 272, « It was now clear that the invasion of the Falkland Islands would have to take place as planned. »

restait immobile, prenant le temps de consolider ses positions et de s'assurer du soutien logistique dont elle avait besoin avant d'entamer sa marche vers l'est. Le Commandant des forces terrestres reçut l'ordre de prendre Goose Green, village pourvu d'un port et d'un terrain d'aviation, situé au sud de Port San Carlos sur l'isthme qui relie les deux territoires qui composent l'île de East Falkland. Le commandant britannique ne voyait pas l'utilité d'une telle action dans la perspective de l'avancée vers Port Stanley, mais Londres réitéra son ordre¹.

La bataille fut rude. Les troupes argentines étaient beaucoup plus nombreuses que le 2^{ème} bataillon de parachutistes, alors que la stratégie militaire classique exige que les attaquants soient trois fois plus nombreux que les défenseurs². Malgré tout, le 2^{ème} Parachutiste remporta la victoire, prenant plus de 900 prisonniers. Au cours de l'action le commandant du bataillon, le colonel Herbert (« H ») Jones, trouva la mort, avec quinze de ses compagnons d'armes.

Le fait que les troupes britanniques aient ainsi pu vaincre une force militaire numériquement supérieure, de surcroît dans des positions de défense bien préparées, dut avoir un effet désastreux sur le moral des soldats argentins stationnés ailleurs sur les îles.

Les unités britanniques poursuivirent l'avancée vers Stanley. En mer, un navire porte-conteneur, l'*Atlantic Conveyor*, qui avait été spécialement transformé pour pouvoir embarquer des hélicoptères et des avions à décollage vertical *Harrier*, fut coulé par deux missiles Exocet. Les Argentins croyaient avoir atteint l'un des porte-avions britanniques, l'*Hermes* ou l'*Invincible*, permettant ainsi de célébrer la fête nationale argentine, le 25 mai. Ce fut tout de même un revers sévère puisque le navire portait des équipements essentiels, en particulier des hélicoptères lourds et du matériel destiné à créer une piste d'atterrissage à proximité de la tête de pont. Le manque d'hélicoptères qui résulta de cette action obligea les troupes à continuer l'avancée à pied, traversant des terrains particulièrement pénibles, portant du matériel très lourd (parfois environ 40, voire 50 kilogrammes par

¹ Le Major Julian Thompson précise, « Eventually I was told by London that Goose Green was to be captured. I didn't want to do it but it's not new. Soldiers often have to do things they don't want to do. At the time it was clear to me that back in England there was a political need for victory ... » BILTON & KOSMINSKY. *Speaking Out — Untold Stories from the Falklands War*. Londres : André Deutsch, 1989, p. 227

² Tout au moins est-ce ainsi que le présente le célèbre stratège von Clausewitz.

homme). L'avancée principale se fit le long des hauteurs d'une crête qui traverse l'île de East Falkland d'ouest en est jusqu'aux abords de Port Stanley, environ 80 kilomètres à l'est de Port San Carlos.

Parallèlement à cette progression sur les montagnes au nord, un détachement du 2^{ème} bataillon des parachutistes, toujours à Goose Green, placé désormais sous les ordres du général Wilson, effectua une avancée rapide sur la côte sud pour prendre des positions qui n'étaient défendues par aucune garnison argentine. Cette avancée éclair créa d'importants problèmes logistiques qui devaient être résolus pour acheminer des renforts pour venir en aide à ce petit groupe d'hommes intrépides. On tenta d'envoyer à pied des soldats de la 5^{ème} Brigade des *Welsh Guards*, et des *Scots Guards* qui venaient de débarquer du *Canberra* à San Carlos. Trop chargés, ils durent faire demi-tour.

Il fut donc décidé d'acheminer ces soldats par mer pour les débarquer au port de Fitzroy, situé au sud-ouest de Port Stanley. Cependant, à la suite d'une série de difficultés et d'erreurs d'appréciation, les opérations de débarquement prirent beaucoup plus de temps que prévu, et les deux bâtiments de la flotte auxiliaire, le *Sir Galahad* et le *Sir Tristram*, étaient encore à l'ancre au large de Fitzroy avec un bataillon de *Welsh Guards* à bord lorsque cinq avions argentins arrivèrent pour les attaquer, ayant été prévenus par les troupes argentines qui les avaient repérés. Les défenses anti-aériennes à terre n'avaient pas encore été établies. Les navires furent atteints par plusieurs bombes. Dans les explosions et les incendies qui suivirent, plus de 50 soldats et marins trouvèrent la mort et il y eut de nombreux blessés.

Au nord, sur les crêtes, les troupes poursuivaient leur avancée de montagne en montagne, rencontrant parfois une opposition déterminée de la part des soldats argentins. Parmi eux il y avait des conscrits qui n'avaient pas l'habitude du combat, mais également des soldats professionnels bien équipés et bien entraînés.

Ces derniers développements n'eurent pas sur le public britannique l'impact que l'on aurait pu prévoir, et cela principalement pour trois raisons. Il y eut d'abord de sérieuses difficultés pratiques dans l'acheminement des dépêches en provenance de la zone de guerre. De plus, un embargo fut imposé sur l'information à la fin de l'offensive pour donner à Mme Thatcher l'occasion d'annoncer la nouvelle devant le Parlement. Par ailleurs le public

avait l'impression — apparemment injustifiée — que la victoire était désormais acquise, et même très proche. Enfin les forces armées israéliennes venaient de commencer leur offensive contre le Sud-Liban, remplaçant ainsi les Malouines comme sujet principal à la une des journaux. Deux autres événements firent l'objet d'un grand intérêt dans le *Times*, la visite du pape Jean-Paul II en Grande-Bretagne, du 28 mai au 2 juin, et, le 8 juin, la visite officielle du président Reagan, qui prononça une allocution devant le Parlement britannique.

Lorsque les troupes atteignirent les collines qui donnaient sur Port Stanley, le Commandant argentin accepta l'invitation du commandement britannique d'entamer des négociations en vue d'un cessez-le-feu. Le 14 juin, il se rendit avec environ 10 000 hommes.

Rétrospectivement, la victoire apparaît facile et rapide. Pourtant, au moment des faits, le général de brigade Jeremy Moore fut si peu sûr de la victoire qu'il interdit aux photographes de presse d'entrer dans la salle de négociations et de prendre des clichés de la signature de l'acte de reddition. Il craignait que l'amour propre du général Menendez ne soit blessé par la perspective des photographies et qu'il ne refuse de signer. Les artilleurs britanniques étaient à court de munitions. Interrogé par la BBC quelques jours après ces événements, le général Moore reprit à ce sujet les paroles de Lord Wellington au lendemain de la bataille de Waterloo : « It was a damned close-run thing ». A vrai dire il ne devait guère entretenir de doutes sur l'inéluctabilité à terme de la victoire, et précisa que lorsqu'il avait parlé de « close-run thing » il pensait surtout aux problèmes logistiques de la bataille ce jour-là, et non pas à la guerre elle-même. La rapidité de l'effondrement argentin n'en fut pas moins étonnante. Voici comment Max Hastings, le premier journaliste à rentrer à Port Stanley, décrit la surprise des troupes britanniques :

« As the men of the land force tramped the last few miles towards Port Stanley, most British soldiers were still stunned by the suddenness of their victory. Countless thousands of enemy troops remained around Port Stanley who had scarcely fired a shot. The victors gazed in astonishment at the huge stockpiles of weapons, ammunition and equipment that the Argentinians could have used against them. When the first British officers drove up the windswept road to Stanley airfield and beheld regiment upon regiment of infantry, Exocets on trailers, radar-controlled anti-aircraft weapons, missiles, artillery, shells, they could scarcely credit the conduct of Menendez. 'We thought that at least he would

make us push him out of Stanley, then surrender when he had lost the capital', said one¹. »

A la fin des combats, 255 Britanniques (soldats, marins, aviateurs et civils) et environ 750 Argentins avaient été tués. Au début, la Junte refusa aux navires britanniques la permission de rapatrier les prisonniers argentins, et l'on put craindre des difficultés considérables, voire de nouvelles morts, cette fois-ci en raison du froid de l'hiver austral. La Junte argentine refusa également de mettre officiellement fin aux hostilités. La plupart des prisonniers furent néanmoins rapatriés quelques jours après la reddition. Pour dissuader l'Argentine de lancer de nouvelles attaques depuis le continent, et en attendant une déclaration formelle de cessation des hostilités, les britanniques détinrent encore quelque temps 600 prisonniers, surtout des officiers. Le 17 juin 1982, le général Galtieri donna sa démission. Il fut remplacé par le général Bignione. Quelques mois plus tard un civil, Raul Alfonsin, fut élu Président de la République argentine.

En Grande-Bretagne, on parla beaucoup d'un changement de mentalité chez les Britanniques, phénomène qu'on ne tarda pas à appeler le « *Falklands factor* ». Hommes politiques et dirigeants militaires exprimèrent leur soulagement ; les pertes avaient été bien plus légères qu'ils ne l'avaient craint. Une cérémonie à la mémoire des victimes fut tenue à l'Abbaye de Westminster le 26 juillet 1982, et une « *Victory Parade* » eut lieu à Londres le 12 octobre 1982.

Le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher sortit de la guerre avec une cote de popularité plus forte que jamais. Moins d'un an plus tard Mme Thatcher provoqua des élections législatives qui permirent au parti de renforcer sa majorité parlementaire. Beaucoup ont affirmé que ce redressement spectaculaire de la popularité de Mme Thatcher et du parti conservateur était directement liée à la victoire dans l'Atlantique Sud. Certes, Mme Thatcher sut en tirer tous les bénéfices, comme par exemple lorsqu'elle rendit visite à l'archipel en janvier 1983, et il ne peut guère y avoir de doute sur le fait que cette victoire et le « *Falklands factor* » contribua largement à cette remontée dans l'estime du public. Cependant, on peut légitimement suggérer que les conservateurs sous Mme Thatcher avaient de toutes les façons atteint

¹ Max HASTINGS & Simon JENKINS. *The Battle for the Falklands*. Londres : Pan, 1983, p. 352

leur nadir en 1982¹, et avaient déjà entamé leur rétablissement lorsque la crise des Malouines éclata et bouleversa la scène politique.

Il est également important de rappeler que si l'on considère souvent l'élection de 1983 comme un raz-de-marée en faveur des conservateurs, en réalité ils n'obtinrent que 44%² des suffrages exprimés (contre 44,9% en 1979), le reste allant pratiquement exclusivement au parti travailliste (environ 28%) et à l'alliance libéraux/SDP (environ 26%). Il est par conséquent légitime de faire remarquer que plus de la moitié des suffrages exprimés l'étaient contre les conservateurs. Le système électoral britannique de la majorité simple est tel que ces résultats se traduisirent par une majorité massive pour le parti conservateur à la Chambre des communes, où il occupa 397 sièges sur 650. Les travaillistes en obtinrent 209, l'alliance seulement 23. En outre, ce furent surtout les dissensions au sein de l'opposition qui valurent aux conservateurs une telle victoire. Le succès des conservateurs fut en quelque sorte moins frappant que l'échec des travaillistes, qui perdirent les élections à la suite des luttes intestines qui les secouaient depuis leur perte du pouvoir en 1979 et qui avaient provoqué en 1981 une véritable scission avec la formation du parti social-démocrate (SDP). Il est donc bien difficile dans ce contexte d'évaluer l'influence de ce « *Falklands Factor* », même s'il semble clair qu'il a joué un rôle non négligeable.

¹ Dans un sondage Mme Thatcher obtint le score le plus mauvais de tous les Premiers Ministres britanniques de ce siècle, devancée même par Neville Chamberlain. On consultera à ce sujet l'ouvrage de Robert Worcester, directeur de l'institut de sondage britannique MORI, Robert WORCESTER. *British Public Opinion — A Guide to the History and Methodology of Political Opinion Polling*. Londres : Blackwell, 1991

² Robert WORCESTER. *op. cit.*, p. 68 & 95

Chapitre II

Contraintes juridiques et institutionnelles sur la presse britannique en 1982

« D-Notices », l'*Official Secrets Act*, le « lobby system », et la gestion des archives

Les médias britanniques ne disposent pas — loin s'en faut — d'une complète liberté en matière d'information, surtout lorsqu'il s'agit d'information concernant l'État et les forces armées. Certains auteurs considèrent même que Whitehall encourage une véritable culture du secret¹. La principale loi de protection de l'information est l'*Official Secrets Act*. A cela s'ajoute un dispositif de censure volontaire des médias, connu sous le nom de « D-Notice system » (le « D » représente « Defence »). Par ailleurs, les autorités peuvent empêcher matériellement la diffusion de l'information, ou bien ne la diffuser que de façon sélective et partielle, comme nous le verrons dans le chapitre suivant consacré à leurs rapports avec les médias. Le « *lobby system* », selon lequel un petit groupe de journalistes soigneusement

¹ Clive Ponting, un haut fonctionnaire qui fut poursuivi pour avoir transmis des documents confidentiels relatifs à la guerre des Malouines à un député travailliste (voir ci-dessous) parle de « Whitehall and the Culture of Secrecy ». Clive PONTING. *The Right to Know*. Londres : Sphere Books, 1985, p. 36

sélectionnés reçoit des informations privilégiées en échange d'un engagement moral de ne les utiliser qu'avec « responsabilité », selon les consignes données, et sans citer les sources, constitue un autre moyen puissant pour le pouvoir de gérer l'information. Cette situation a fait l'objet de nombreuses critiques, surtout de la part de certains journalistes qui souhaiteraient un droit à l'information comparable à celui dont jouissent leurs confrères américains. Enfin, les autorités peuvent interdire l'accès à certains documents déposés aux archives publiques.

Tous ces moyens de « gestion de l'information » ont été utilisés en 1982.

« D-Notices »

Le système des « *D-Notices* », mis en place en 1912, permet aux autorités d'indiquer aux journaux les faits ou informations dont elles estiment que la publication serait préjudiciable à la sécurité de l'État. Les « *D-Notices* » (terme que l'on pourrait traduire avec Jean-Claude Sergeant¹ par « Directives Défense ») sont des directives, adressées aux journaux et aux autres médias, leur demandant de ne pas publier des informations relatives à certains domaines. Ces domaines sont définis à intervalles réguliers par la Commission responsable. Celle-ci, le « Defence, Press and Broadcasting Committee », appellation qui est souvent abrégée pour la commodité en « *D-Notices Committee* » se réunit régulièrement pour mettre ces recommandations à jour. Ce dispositif qui instaure un système d'auto-censure librement consentie fut mis en place en 1912 par le gouvernement et les propriétaires des journaux. Les consignes ne sont pas publiées en réponse à des événements spécifiques, mais révisées tous les dix ans environ. Le secrétaire de la Commission peut informer les journaux qu'une information particulière serait de nature à enfreindre ces consignes, et peut également donner des conseils à la demande des rédacteurs en chef ou autres responsables de l'information.

Coïncidence, des consignes « *D-Notice* » nouvellement révisées furent publiées l'avant-veille de l'invasion argentine. Cela fut rapporté dans le *Times*

¹ J.-C. SERGEANT. « La Guerre des Malouines — L'Information en temps de crise », *L'Information en temps de crise*. Paris : Fondation pour les études de défense nationale, 1989, p. 23

du jeudi 1^{er} avril, dans un article qui avait pour titre « Nott updates D Notice 'censorship' »¹ L'auteur de l'article donne cette description du système :

« ... that uniquely British system whereby senior Whitehall officials and representatives of the media cooperate in voluntary self-censorship². »

Le système ne semble pas avoir toujours donné entière satisfaction. La Commission Défense de la Chambre des communes (House of Commons Defence Committee, ou *HCDC*) avait organisé une enquête en 1980, enquête qui, selon ce même article du *Times*, avait abouti à une conclusion assez négative :

« ... the system had failed to fulfil the role for which it was created³. »

En 1982 les « *D-Notices* » couvraient les domaines suivants : « plans de défense, équipements de défense, armes nucléaires (y compris l'état des stocks et la technologie), les transmissions radio et radar, les codes et les communications, la défense civile, et les photographies des établissements militaires »⁴. Elles comprenaient également les noms des directeurs de MI5 et MI6, les agents britanniques et les locaux utilisés par les services de renseignement. Pourtant, observe le journaliste du *Times*, beaucoup de députés et de responsables gouvernementaux considéraient que les Russes devaient déjà connaître l'identité du directeur de MI6, et les adresses des locaux concernés n'étaient plus un secret depuis des années. Il suggère que la Commission était « trop secrète » (« unnecessarily secretive »). Signe de l'amorce d'une évolution vers une plus grande transparence, les nouvelles « *D-Notices* » publiées en 1982 ne portaient pas, et cela pour la première fois, la mention « confidential ».

Le secrétaire de la commission, l'amiral William Ash, dans un entretien accordé au journaliste du *Times*, précisa que le système des « *D-Notices* » laissait toute liberté aux journaux⁵ et qu'il n'y avait aucun lien direct entre les

¹ Le *Times*, 1^{er} avril 1982, p. 26

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ « ... defence plans, defence equipment, nuclear weapons (including stockpiles and technology), radio and radar transmissions, cyphers and communications, civil defence, and photographs of defence establishments »

⁵ « entirely voluntary » Cité dans « Nott updates D-notice « censorship » », Le *Times*, 1^{er} avril 1982, p. 26

« *D-Notices* » et l'*Official Secrets Act*. Le journaliste du *Times* rapporte que l'amiral, soulignant le caractère librement consenti de ce système, avait indiqué que :

« the final responsibility for a decision whether or not to publish lay solely with the editor or publishers¹. »

Sans doute à cause de la très récente publication de nouvelles consignes, la Commission ne ressentit pas le besoin de convoquer une réunion ou de publier de nouvelles « *D-Notices* » pendant le conflit². Le secrétaire de la Commission fit savoir qu'il se tenait à la disposition des rédactions pour le cas où ces dernières souhaiteraient profiter de ses conseils. Mais, selon un rapport officiel sur le fonctionnement de la censure en temps de guerre publié en 1983, une fois que le dispositif de censure du ministère de la Défense à Londres avait été mis en place, on ne consulta l'amiral Ash que peu souvent :

« He was little used after the first few days of the campaign [...] His function was confined to ringing individual editors on occasions when it was known that sensitive material had leaked, to bring D Notice influence to bear in requesting them not to publish. He also made representations to editors after they had published material which was seriously contrary to D Notice guidance³. »

Cette analyse ne semble pas avoir été entièrement partagée par l'*Economist* du 22 mai 1982, dans un article qui portait le titre spirituel de « *Censors and sensibility in the Falklands affair* ». Selon cet article, l'amiral Ash reçut un nombre de demandes de conseil bien supérieur à la normale :

« ... Admiral Ash has been hard at work. In normal times, he receives on average one telephone call a week about D-Notices; now it is three a day. His main aim is to stop the publication of operational detail about the task force (covered by D-Notice N° 1) and detailed material about the capability of its weapons (D-Notice N° 2). So far nobody has ignored his advice⁴. »

Cela dit, faisait observer l'*Economist*, il était peu probable que les journalistes ou rédacteurs en chef qui n'avaient pas l'intention de respecter les

¹ *Ibid.*

² HCDC, p. xxix, 97, 99, 102, 118, 119, 134, 306/7 et 326

³ *The Protection of Military Information — Report of the Study Group on Censorship*. Londres : HMSO, 1983, p. 14-15

⁴ « *Censors and sensibility in the Falklands affair* », *The Economist*, May 22 1982 p. 31/2

demandes de la Commission eussent pris la peine de demander conseil à son secrétaire.

Plusieurs rédacteurs en chef et autres responsables de l'information ont rapporté au HCDC qu'ils n'avaient reçu aucune « *D-Notice* » (en d'autres termes, qu'ils n'avaient pas été avisés que des informations qu'ils avaient publiées ou s'apprêtaient à publier pouvaient enfreindre les consignes). Ce fut le sens des témoignages de *Flight International*¹, du « *Defence Correspondent* » du *Daily Express*², de l'*Observer*³, et du *Glasgow Herald*⁴, et de la *Press Association*⁵. Le *Times*, quant à lui, écrivit dans sa communication au *Defence Committee* que le système des « *D-Notices* » avait fonctionné normalement :

« Editors were, on occasion, asked not to mention certain subjects which might prejudice operations, or reveal intelligence methods or assessments. The Ministry occasionally added handwritten requests to filed despatches that certain 'bracketed items' such as names and operational data were not to be used. The copy was frequently marked 'cleared except for asterisked items'⁶. »

Les correspondants étrangers à Londres n'étaient pas concernés par ces « directives défense ».

Selon les conclusions de la Commission de Défense de la Chambre des communes au terme de leur rapport sur les relations avec la presse et les médias pendant la guerre :

« The role of D-Notices during the conflict was small, but not insignificant⁷. »

Dans un courrier adressé à la commission d'enquête, l'amiral Ash rapporte avoir reçu un nombre croissant d'appels pendant les premiers jours de la crise de la part de rédacteurs en chef cherchant des conseils quant à la manière d'interpréter et d'appliquer les « *D-Notices* ». Son impression globale

¹ HCDC, p. 97 (« Neither D Notices nor censorship were applied to *Flight International* reports. »)

² HCDC, p. 99 (« No 'D' Notices were issued against me personally ... »)

³ HCDC, p. 102 (« No D Notices were invoked to our knowledge [...]. » Voir la remarque ci-dessous concernant la demande de coupes à effectuer dans un article de l'*Observer*.)

⁴ HCDC, p. 134 (« No 'D' Notices were served on this paper during the crisis. »)

⁵ HCDC, p. 306 (« We never had any direct experience of 'D' Notice procedures being invoked during the Falklands conflict. »)

⁶ HCDC, p. 119-120 (« The D Notice operated normally, but was not invoked in any extraordinary way. »)

⁷ HCDC, p. xxix

fut que le système avait bien fonctionné, en ce qu'il avait aidé les rédacteurs en chef à « agir avec la précaution nécessaire avant de publier les nouvelles¹. » Ces consignes n'ont été que très rarement enfreintes, selon lui.

Cependant, ce bilan positif ne fut pas partagé par tous, et la Press Association critiqua le système, affirmant que depuis que la confiance réciproque entre la Presse et les autorités militaires avait été rompue, le système était devenu encore plus difficile à mettre en œuvre². D'ailleurs, M. Chipp, directeur de la *Press Association*, avait déjà écrit deux ans auparavant au HCDC dans le cadre de leur enquête sur le système des « *D-Notices* » pour dire qu'il l'estimait inapplicable et inutile (« irrelevant³ »).

L'un des éléments dont il faut tenir compte dans toute discussion à propos de l'utilisation ou de l'utilité de ce système est la capacité qu'avait le ministère de la Défense de limiter l'accès à l'information. Il pouvait interdire certaines zones aux journalistes, comme ce fut le cas pour l'île de l'Ascension. Sans doute plus important encore fut son pouvoir de monopole sur la diffusion de l'information depuis le théâtre des opérations. Il y avait par conséquent moins souvent besoin de faire appel à la procédure des « *D-Notices* » qu'il n'y en aurait eu dans le cas d'un conflit ne permettant pas une telle maîtrise de l'information et des communications.

Si le rôle des « *D-Notices* » ne fut pas aussi étendu qu'on aurait pu le penser, il ne fut pas pour autant totalement négligeable. Le HCDC, dans les conclusions de son rapport, précisa qu'à son avis ce rôle n'avait pas été insignifiant. Mais la commission jouait-elle un rôle positif ? Ou participait-elle plutôt au maintien d'une ambiance de secret excessif ?

C'est bien cette dernière impression qui se dégage du témoignage de l'*Observer* devant le HCDC. La seule référence précise à une demande de suppression d'information émise par le secrétaire du *D-Notice Committee*, dans ce rapport pourtant volumineux, concerne une réaction que l'hebdomadaire a estimée exagérée, voire incompréhensible. Le responsable du service étranger de l'*Observer* reçut un appel téléphonique du secrétaire du *D-Notice Committee* l'avisant que certains éléments d'une dépêche envoyée par le correspondant

¹ « exercise care [...] over the publication of information protected by D Notices »

² « even more unworkable ». HCDC, p. 306

³ HCDC, p. 307

du journal, Patrick Bishop, l'inquiétaient¹. Le secrétaire, toujours d'après l'*Observer*, lui fit comprendre qu'il ne souhaitait pas que la dépêche soit diffusée au *pool*² sans modification, parce qu'il serait dans ce cas obligé de téléphoner aux rédactions de tous les journaux concernés pour les avertir des éléments de la dépêche qu'il ne voulait pas voir publiés. Le responsable de l'*Observer* consentit à ce qu'il enlevât les informations en cause, estimant vraisemblablement que, s'il n'avait pas agi de la sorte, la dépêche aurait été retardée. L'*Observer* fut intrigué lorsque la dépêche leur parvint enfin, puisque, selon la rédaction, le texte ne contenait aucune information confidentielle³. Dans un style illustrant parfaitement le sens de la litote, l'*Observer* remarqua :

« We were left with the impression that an excess of caution had been shown⁴. »

Cet épisode pourrait à première vue sembler contredire le témoignage de l'*Observer* devant le HCDC que nous avons signalé ci-dessus, et qui précisait qu'aucune « D-Notice » n'avait été « invoquée » à son égard. En fait l'*Observer* ne reçut pas de directive *formelle*, le secrétaire du *Committee* s'étant contenté de téléphoner pour faire connaître ses réserves concernant ces quelques éléments figurant dans la dépêche. Ce flou souligne le caractère particulier de ce dispositif. Signalons l'expression utilisée par les auteurs du rapport de 1983 sur la censure dans l'extrait que nous avons cité ci-dessus, selon lesquels, « his function was confined to ringing individual editors when it was known that sensitive material had leaked, to bring D-Notice influence to bear in requesting them not to publish⁵. » Le secrétaire du *Committee* pouvait donc exercer une influence qui s'appuyait sur son pouvoir d'émettre des directives, sans nécessairement les émettre formellement. Sans doute faut-il rappeler que le *D-Notice Committee* n'a que le pouvoir d'« exhortation, accompagnée par des conseils quant au genre d'information qui doit être

¹ [were] « causing concern ». HCDC, p. 102

² Le système du *pool* permettait le partage de dépêches envoyées par les correspondants dans l'Atlantique Sud.

³ Cela dit, comme le rapport ne publie pas le texte en question, ni avant ni après les coupes, il est difficile de confirmer le bien-fondé du jugement de l'hebdomadaire à ce sujet.

⁴ HCDC, p. 102

⁵ *The Protection of Military Information — Report of the Study Group on Censorship*. Londres : HMSO, 1983, p. 14-15

protégée¹. » Le système déjà complexe connut une nouvelle subtilité à l'occasion de l'affaire de Suez :

« At the time of the Suez crisis informal guidance was given to editors, by means of what was termed a 'pseudo D Notice', requesting them not to publish certain types of information which might compromise 'D-Day'². »

On ne s'étonnera donc pas d'apprendre qu'il est arrivé qu'un rédacteur en chef soit poursuivi par le gouvernement pour avoir divulgué des informations dont le secrétaire du *D-Notice Committee* avait signalé qu'il ne faisait pas obstacle à leur diffusion, et qu'il est également arrivé qu'un rédacteur en chef choisisse de passer outre une « Directive-Défense », sans pour autant subir aucune sanction³.

Official Secrets Act

En 1982, *The Official Secrets Act* était toujours celui qui avait été promulgué en 1889 pour mettre fin à des fuites embarrassantes de documents officiels et remanié dans la hâte en 1911, à une époque où régnaient la suspicion à l'égard des puissances étrangères⁴ ainsi qu'une crainte largement répandue de l'espionnage, dont l'ambiance fut fidèlement traduite par John Buchan dans *Les 39 Marches* qui date de 1915. C'était donc dans une certaine mesure une législation d'urgence, visant à répondre avec fermeté à la menace, réelle ou imaginée, que pouvaient représenter les espions, d'Allemagne ou d'ailleurs.

Cette loi était tout à fait le contraire de la très célèbre loi américaine de liberté de l'information, le *Freedom of Information Act*. Cette dernière prévoit que tout document officiel doit pouvoir être consulté par tout citoyen sur simple demande, à moins qu'il n'y ait une raison précise et motivée pour le maintien du secret. *The Official Secrets Act*, dans son titre II, interdisait toute

¹ « exhortation ... accompanied by guidance as to the kind of information which needs to be protected », *Ibid.*, p. 6

² *Ibid.*, p. 6

³ voir J-Claude SERGEANT. *op. cit.*, p. 22-23 et Clive PONTING. *op. cit.*, p. 33-35

⁴ Le gouvernement profita de la présence de bateaux allemands à Agadir en 1911 pour renforcer les dispositions de la loi. v. N. QUÉRÉ, « Les Voies du silence », in « Les media en Grande-Bretagne : le quatrième pouvoir depuis 1855 », *Revue française de civilisation britannique*, vol 5, n°4, 1990, p. 62

divulgarion de toute information officielle — secrète ou non — à toute personne non autorisée à la recevoir :

« 2. Wrongful communication, etc, of information

(1) *If any person having in his possession or control (any secret official code word, or pass word, or) any sketch, plan, model, article, note, document, or information which relates to or is used in a prohibited place or anything in such a place, or which has been made or obtained in contravention of this Act, or which has been entrusted in confidence to him by any person holding office under His Majesty or which he has obtained [or to which he has had access] owing to his position as a person who holds or has held a contract made on behalf of His Majesty, or as a person who is or has been employed under a person who holds or has held such an office or contract*

(a) communicates the [code word, pass word,] sketch, plan or model, article, note, document, or information to any person, other than a person to whom he is authorised to communicate it [...]

that person shall be guilty of a misdemeanour¹. »

Cette interdiction apparemment extrêmement générale n'était appliquée, a-t-on pu entendre dire, qu'avec souplesse et responsabilité, et n'était invoquée qu'en cas de réel besoin. Il est vrai que cette loi ne fut invoquée que relativement peu souvent, même si les conditions dans lesquelles elle fut appliquée furent parfois sources de controverse. Son influence, cependant, selon ses adversaires, dépassait de loin ce que sa fréquence d'application pouvait laisser penser. Le fait même qu'elle existait, disaient-ils, incitait les fonctionnaires d'État à user de prudence, et à hésiter beaucoup plus à donner des informations que ce n'aurait été le cas sans elle.

Aucune action juridique s'appuyant sur cette loi ne fut menée pendant la crise des Malouines, mais elle fut invoquée, de façon assez spectaculaire, contre le haut fonctionnaire M. Clive Ponting, lorsque ce dernier décida de transmettre un dossier top secret au député travailliste M. Tam Dalyell. Il s'agissait des documents qu'avait recueillis M. Ponting à la demande du ministre de la Défense M. Michael Heseltine, sur les circonstances de l'attaque contre le croiseur argentin le *General Belgrano*². Nous reviendrons à cet incident au chapitre VIII de la deuxième partie. Le fonctionnaire avait décidé qu'il était de son devoir moral de révéler la dissimulation, la duplicité et les

¹ Cité *in extenso* in Clive PONTING. *op. cit.*, p. 22-23 Nous avons indiqué en italiques les passages qui faisaient que la loi interdisait même la divulgation d'informations non secrètes.

² En raison du secret qui les entourait, on les surnomma les « Joyaux de la Couronne » (« Crown Jewels »).

mensonges dont, à son avis, le gouvernement était coupable dans sa façon de régler cette affaire, malgré l'obligation de réserve que la loi lui imposait. Sa défense, lors de son procès pour contravention à l'*Official Secrets Act*, reposa sur la force de ce devoir moral, et il fut acquitté par le jury. Cette affaire donna lieu à de nouvelles demandes d'une révision de la législation dans ce domaine.

La loi fut de nouveau invoquée, cette fois avec succès, contre Sarah Tisdall, qui, en 1984, donna des informations au *Guardian* concernant la date à laquelle les missiles de croisière américains devaient arriver en Grande-Bretagne. Le journal fut contraint de transmettre à la justice les photocopies qu'elle lui avait envoyées, ce qui permit à la police d'identifier la personne responsable de la fuite. Mlle Sarah Tisdall fut jugée et incarcérée. Par conséquent, s'il pouvait être tentant, à la lumière de l'affaire Ponting, de considérer que la loi avait perdu de son efficacité, le cas de Mlle Tisdall indique assez clairement qu'il n'en fut rien.

Le *House of Commons Defence Committee* évoqua cette loi à plusieurs reprises au cours de son enquête sur les médias et le conflit des Malouines. Le Capitaine Middleton, du porte-enseigne de la flotte *HMS Hermes*, dit à la Commission qu'il s'était assuré que tous les journalistes avaient signé l'*Official Secrets Act*¹. Il expliqua à la Commission que, dans l'environnement étroit d'un porte-avions, il aurait été impossible d'isoler les journalistes d'informations importantes susceptibles d'aider l'ennemi, et que par conséquent il incombait aux journalistes de veiller à ce qu'ils ne publient aucune information confidentielle, en particulier les noms des navires participant à l'expédition. Il précisa à la Commission que dans la mesure où les correspondants avaient signé la loi, il n'avait ressenti aucun besoin de restreindre leur liberté de mouvement sur le navire, et qu'ils avaient pu parler librement avec qui ils voulaient. Il dit aux enquêteurs combien M. Brian Hanrahan de la BBC avait apprécié qu'on l'autorise à assister aux événements depuis la passerelle de commandement, ce qui lui avait permis de se faire une excellente idée de ce qui se passait.

¹ HCDC, p. 284. Il peut être demandé à une personne qui puisse accéder à des informations confidentielles ou secrètes de signer un engagement reprenant les termes de la loi. Cette signature est certainement plus symbolique qu'autre chose, puisque l'absence de signature ne dispenserait pas de respecter la loi, que nul n'est censé ignorer. Sans doute cet acte sert-il à rappeler à l'intéressé ses responsabilités en la matière. Voir Clive PONTING. *op. cit.*, p. 36/7

Son discours implique assez clairement que si les journalistes n'avaient pas signé la loi, le commandant du navire aurait été obligé de restreindre leur liberté de déplacement et d'imposer des limites aux entretiens qu'ils pouvaient avoir avec les divers membres de l'équipage. On se rappellera que la Navy n'avait souhaité embarquer aucun journaliste. Il est tentant de se demander comment elle aurait réagi si on lui avait demandé de transporter des journalistes étrangers. Ceux-ci auraient-ils pu être soumis à la législation britannique ?

Le « lobby system »

Les lecteurs familiers du système politique américain pourraient se méprendre sur l'utilisation du terme « *lobby* » appliqué à la presse en Grande-Bretagne (ou, pour être plus précis, à Londres). Aux États-Unis, un « *lobby* » correspond à peu de choses près à un groupe de pression, et le terme peut avoir aussi ce sens en Grande-Bretagne. Cependant, à Westminster, le mot « *lobby* » s'applique essentiellement à un certain nombre de journalistes qui bénéficient de la possibilité de rencontrer certains députés et membres du gouvernement dans des conditions privilégiées, et en particulier d'un droit d'accès au « *lobby* » de la Chambre des communes dans lequel il est possible de s'entretenir des événements politiques du jour avec les principaux intéressés.

Les journalistes du *Lobby* peuvent souvent assister à des « briefings » spécialement organisés à leur intention par des ministres ou par divers porte-parole à propos des questions du jour. Ces « *briefings* » sont « *unattributable* », c'est-à-dire qu'officiellement ils sont considérés comme n'ayant pas eu lieu, fiction utile qui permet que des « fuites contrôlées » soient diffusées et discutées de sorte qu'elles puissent être officiellement démenties si la réaction est trop violemment opposée. Les journalistes peuvent également recevoir des exemplaires « sous embargo » de documents émanant du gouvernement (rapports, projets, ...) avant leur présentation devant le Parlement (sous la mention « *Final Revise* », formule qui préserve l'exigence constitutionnelle selon laquelle ces documents doivent être présentés au Parlement avant d'être rendus publics).

Les adversaires du système lui reprochent de « domestiquer » les journalistes à qui on donne le privilège d'y appartenir, puisque, s'ils

dépassaient les bornes de ce qui est accepté dans le *Lobby*, ils seraient privés d'une commodité vitale pour eux — l'accès privilégié à l'information. Le *Guardian* et le *Scotsman* décidèrent de quitter le *Lobby* en 1986, et l'*Independent*, fondé en grande partie par des journalistes qui avaient quitté d'autres journaux pour devenir précisément plus indépendants, décida de ne pas y participer dès le départ.

Au début du conflit des Malouines, le système du *Lobby* souffrit de la décision du directeur par intérim du service des relations publiques, M. Ian McDonald, de suspendre les « *unattributable briefings* », qui furent ensuite remplacés par des déclarations publiques (et donc, par définition, « *attributable* ») qu'il faisait lui-même après consultation avec les responsables du ministère de la Défense. M. Bernard Ingham, l'attaché de Presse de Mme Thatcher, était hostile à cette décision, non pas simplement parce qu'elle privait les journaux d'informations, mais parce qu'elle éloignait, voire aliénait, un petit groupe de journalistes privilégiés et vraisemblablement favorables à l'action gouvernementale au moment où le gouvernement en avait le plus besoin. C'est ce qui ressort de son témoignage devant la Commission Parlementaire de Défense. L'un des députés lui demanda :

« Mr Ingham, will you please tell the Committee whether you were consulted about the MoD decision — I think it was sometime in April — to restrict the press to on the record briefings and their later decision to institute off the record briefings ? »

et M. Ingham répondit :

« I do not think I was consulted, no. I think the Ministry of Defence took its decision to make certain, as it were, the announcement of communiques was on the record. I certainly took the view that when you are in a crisis of this kind, the last thing you do is withdraw your service to the media ... I think that is not the time to withdraw your service to your clientele¹. »

Nous reviendrons en détail, dans le chapitre suivant, sur les relations établies pendant le conflit des îles Malouines entre les services d'information du Premier ministre et du ministère de la Défense d'une part, et les médias de l'autre. Avant d'aborder cette question, nous nous proposons d'étudier brièvement un autre aspect de la gestion de l'information par les autorités : le

¹ HCDC, vol. 2, para. 1729 & 1752, p. 394 & 396

pouvoir qu'a le gouvernement de limiter l'accès aux documents officiels conservés au *Public Records Office* à Kew au sud-ouest de Londres.

Les documents retirés du Public Records Office à l'occasion du conflit ...

Le 12 avril, le *Times* publia un article rédigé par Lord Bethell sur le maintien au secret de certains documents officiels. Les références à l'affaire des Malouines semblent n'être qu'accessoires, l'article ayant été sans doute préparé avant les événements, et le véritable sujet n'ayant aucun lien avec l'actualité internationale du moment. Lord Bethell présentait l'historique des tentatives d'assouplissement de la pratique concernant le maintien de documents confidentiels au-delà de la durée légale habituelle de 30 ans. En guise d'introduction, il fit allusion à l'actualité. On a pu remarquer, écrivit-il, une augmentation significative de la quantité de boîtes d'archives en carton emportées d'un certain bâtiment à Kew pour être amenées au Foreign and Commonwealth Office à Whitehall. De quoi s'agissait-il ?

« The boxes contained historical documents, some of them more than 150 years old, demonstrating Britain's legal right of sovereignty over the islands¹. »

Si les diplomates pouvaient éviter le recours à la force militaire, le débat porterait sur l'Histoire. Par conséquent, les diplomates passeraient le weekend pascal à étudier ces documents en préparation d'une éventuelle « *historical battle* ».

Lord Bethell n'entretenait aucun doute sur le bon droit de la position britannique. Pour lui, les documents en question démontraient la souveraineté britannique sur les îles, et le Foreign Office les avait simplement retirés pour éviter d'être une nouvelle fois pris au dépourvu. Il était tellement convaincu de la légitimité de la position britannique qu'il décrivit ainsi le travail des documentalistes :

« ... the archivists of the Public Record Office can take pride in the bizarre fact that they are marching² with the men of the

¹ Lord (Nicholas) BETHELL, « Taking the secrets out of the past », *Le Times*, 12 avril 1982, p. 6

² Sans doute l'envol lyrique de sa phrase explique-t-il l'incongruité d'une Royal Navy *marching* vers l'Atlantique Sud ...

Royal Navy in the national effort to restore the integrity of British soil¹.»

Pourtant, tout n'était peut-être pas si simple. Il semblerait que le travail des diplomates ne pût écarter tout doute sur le bon droit britannique dans ce différend comme le présupposait Lord Bethell. Quelques semaines plus tard, alors que l'affaire des Malouines était devenue une véritable guerre, le *Times Diary* rapporta, sous le titre « Foreign Office goes into huddle over deeds », la déconvenue du Dr Peter Beck qui travaillait à cette époque justement sur l'histoire du conflit entre l'Argentine et la Grande-Bretagne à propos des Malouines :

« As confidence in victory in the Falklands grows, the Foreign Office is still trying to reassure itself about our title to the islands. Many of the documents relating to the sovereignty issue have never been issued for public inspection, but now many that were open have been removed from the Public Record Office, which says they have been taken to the Foreign Office 'for research'. Among the files which have been held secret and closed is the Foreign Office's commentary on Goebel's *The Struggle for the Falkland Islands*, which I referred to last week. Written in 1927, it was extracted from the public record for 50 years, and has still not been returned. A more detailed appraisal of Goebel's book by the embassy in Buenos Aires, prepared in 1928, was available, but has now been spirited away. Several files quoted by Doctor Peter Beck, senior lecturer in international history at Kingston Polytechnic, in a recently published article in the *Journal of Inter-American Studies*, are also among those which have been temporarily withdrawn. Beck's view, in an article written last year and published in February, was that Britain was reluctant to submit sovereignty to arbitration or to the UN because the Foreign Office still entertains doubts about our claim. Beck tells me that he feels the Foreign Office's current 'research' tends to confirm what he suspected². »

L'utilisation à deux reprises de guillemets lorsqu'il s'agit de définir les buts du Foreign Office souligne implicitement les doutes de la part du journaliste sur la véracité des explications avancées.

Quelques jours après la fin du conflit, le *Sunday Times*³ publia un article à ce sujet donnant de nouveaux détails sur le contenu des documents ainsi retirés. Intitulé « Sovereignty: the secret doubts — Insight reveals the

¹ *Ibid.*, p 6

² Le *Times*, 3 juin 1982, p. 12

³ *Sunday Times*, 20 juin 1982, p. 20

documents that undermine the rhetoric », il montra la même méfiance que le *Times* devant le motif invoqué par le Foreign Office pour expliquer le retrait :

« Since the Argentinian invasion, many files which Beck consulted at the Public Record Office have been withdrawn by the Foreign Office “for research”¹. »

Toutefois, poursuivit-il, les journalistes de l'équipe d'investigation du journal avaient réussi à découvrir un certain nombre de documents faisant état de doutes sérieux concernant les revendications britanniques. Il expliqua qu'en 1910, Sidney Spicer, responsable de la section américaine du Foreign Office, avait chargé un des membres de son département de recherche, Gaston de Bernhardt, de faire un résumé de la situation. Après avoir lu ce résumé, Spicer écrivit :

« From a perusal of this memo it is difficult to avoid the conclusion that the Argentine government's attitude is not entirely unjustified and that our action has been somewhat high-handed². »

A partir des années 30, la Grande-Bretagne, consciente de la faiblesse de ses arguments historiques, avait préféré mettre en avant le concept de prescription, selon lequel l'occupation effective des îles depuis plus de cent ans justifiait les revendications britanniques de souveraineté. Cependant les fonctionnaires du Foreign Office étaient conscients de la faiblesse morale de cette position :

« The difficulty of the position is that our seizure of the Falkland Islands in 1833 was so arbitrary a procedure as judged by the ideology of the present day. It is therefore not easy to explain our possession without showing ourselves up as international bandits³. »

Enfin, si beaucoup de dossiers avaient été retirés, le répertoire des dossiers restait. Les journalistes notèrent en particulier la référence suivante à un dossier de 1940 : « Proposed offer to reunite Falkland Islands with Argentina and acceptance of lease ». Certes, l'offre concernée était motivée par le désir de convaincre l'Argentine de rejoindre les alliés pendant la guerre, mais l'utilisation du terme « reunite », que le *Sunday Times* imprima en italiques pour en souligner l'importance, est extrêmement révélatrice. Ce

¹*Ibid.*

²*Ibid.*

³*Ibid.*

dossier ne sera rendu public qu'en 2015, et donc son éventuel retrait en 1982 ne changea en rien sa disponibilité publique.

Il est en effet possible que le déménagement de dossiers ait été effectivement réalisé pour permettre au *Foreign Office* de mieux asseoir la position officielle sur la question de la souveraineté, et non pas pour les soustraire au public — puisque de toutes façons beaucoup d'entre eux restaient couverts par le secret. Quoi qu'il en soit, les documents ne semblent pas justifier le caractère péremptoire des affirmations de Mme Thatcher devant la Chambre des communes. Le retrait des dossiers — ou leur maintien au secret — représentent une forme institutionnelle de « gestion de l'information » qui ne fait que confirmer le caractère secret des institutions gouvernementales britanniques. Il est, par ailleurs, intéressant de constater que le *Sunday Times* avait préféré différer la publication de ses « découvertes » jusqu'à la fin de la guerre.

Chapitre III

Rapports entre autorités et journalistes pendant le conflit des Malouines

Les rapports entre le gouvernement (y compris les autorités militaires) et les médias devinrent de plus en plus tendus au fur et à mesure du déroulement du conflit, les deux parties exprimant un vif mécontentement dès les premières semaines. Il y eut un si grand nombre de plaintes qu'avant même la fin des combats on annonça la mise en place d'une enquête.¹ Le *House of Commons Defence Committee* publia le rapport qui conclut cette enquête, intitulé *The Handling of Press and Public Information during the Falklands Conflict*, en décembre 1982.

Ce document comprend les communications écrites présentées par les différents acteurs, ainsi que la transcription des entretiens avec les personnes entendues par la Commission : journalistes, rédacteurs en chef, responsables de l'information des radios et chaînes de télévision, représentants du gouvernement et des forces armées, fonctionnaires du ministère de la Défense et autres personnes concernées par l'entreprise de collecte, acheminement,

¹ Le *Times*, 11 juin 1982, p. 5

diffusion, vérification et, le cas échéant, censure de l'information en provenance de la zone de guerre. Le tome des conclusions compte presque 80 pages, celui des comptes rendus d'audiences et d'entretiens presque 500.

L'objet de cette étude n'est pas d'analyser en profondeur ces critiques, ni les réponses données par le gouvernement et le ministère de la Défense. Une telle entreprise serait disproportionnée par rapport aux objectifs de ce travail. Toutefois, il est important d'en comprendre les enjeux principaux, surtout dans la mesure où ils donnent un éclairage essentiel sur la couverture des événements dans le *Times*.

Les principaux griefs formulés par les médias envers les autorités pourraient se résumer de la façon suivante :

- 1 La procédure d' « accréditation » aurait été un véritable fiasco
- 2 Les autorités auraient négligé de rechercher efficacement des solutions appropriées aux difficultés techniques concernant la transmission de l'information
- 3 Les procédures complexes de « vérification » ou de censure auraient provoqué des retards dans l'acheminement des dépêches
- 4 Elles auraient été parfois mises en œuvre de façon apparemment incohérente
- 5 Elles auraient outrepassé leurs limites pour s'attacher abusivement à des questions de bon goût et de ton (« *taste and tone* »), privilégiant les « bonnes nouvelles » et tentant de supprimer, retarder ou atténuer les mauvaises
- 6 Les autorités auraient été parfois coupables d'avoir diffusé des nouvelles inexactes ou fausses — en d'autres termes d'avoir pratiqué une politique de désinformation (« *misinformation* » et « *disinformation* »)

Enfin, il conviendrait de faire état des critiques exprimées par les autorités à l'égard des journalistes, notamment coupables, aux yeux des militaires et du gouvernement, d'avoir à l'occasion cherché à diffuser des informations extrêmement confidentielles qui auraient pu porter un grave

préjudice au bon déroulement de l'entreprise britannique et de mettre en péril la vie de nombreux militaires. En outre, les autorités exprimèrent leur sentiment que les journalistes s'étaient montrés bien plus prompts à critiquer les autres qu'à reconnaître leurs propres faiblesses.

1) Les premiers heurts entre médias et militaires — l'« accréditation » et la restriction de l'accès à l'information

L'« accréditation »

Les rapports entre le gouvernement et les médias débutèrent sous de très mauvais auspices avec la procédure d'habilitation des journalistes ou « *accreditation* ». D'aucuns ont qualifié cet épisode de « fiasco ». La commission parlementaire le dit sans détour :

« In many respects, the accreditation arrangements made for the Falklands conflict were haphazard to the point of being farcical¹. »

A l'époque, il semblait qu'il n'existât aucun plan prévoyant l'envoi de correspondants de guerre dans un conflit de ce genre (même si, par la suite, un document comportant des mesures s'appliquant précisément à ce type de crise fut découvert et présenté à la Commission Parlementaire). La première réaction de la Marine fut d'exclure totalement les journalistes. Sir Henry Leach, apparemment agacé par les exigences des politiques, alla même jusqu'à demander si on voulait qu'il charge ses navires de stylos ou de baïonnettes². La Marine Royale, qui compte parmi ses surnoms celui de « *Silent Service* », fidèle à sa réputation, ne semblait guère souhaiter rendre publics les détails de ses opérations. Certains critiques ont suggéré qu'aux yeux de la Marine, les Relations Publiques se bornaient à inviter le maire de la ville dans laquelle étaient amarrés ses navires à venir prendre le thé à bord.

Plusieurs témoins parmi ceux qui comparurent devant le *House of Commons Defence Committee* considéraient que la Marine gérait moins bien ses rapports avec les médias que l'Armée. L'une des explications les plus souvent

¹ HCDC, p. xxxvi

² « pens or bayonets » Robert HARRIS. *Gotcha! — The Media, the Government and the Falklands Crisis*. Londres : Faber & Faber, 1983, p. 17. Voir également HCDC, p. 19 et David MORRISON & Howard TUMBER. *Journalists at War — the Dynamics of News Reporting during the Falklands Conflict*. Londres : Sage, 1988, p. 1

évoquées fut l'expérience de l'armée en Irlande du Nord. Au début, disaient-ils, l'armée entretenait des rapports très tendus avec les médias, mais au fur et à mesure que son expérience des « *troubles* » augmentait, elle appréciait de plus en plus la valeur des médias, qui pouvaient servir de relais entre elle et le public et lui permettre de faire connaître ses points de vue.

La Marine accepta néanmoins, sous la pression notamment du 10, Downing Street, de prendre quelques journalistes avec la flotte d'intervention. Le nombre initialement retenu de six passa d'abord à dix puis douze journalistes, dont cinq de la BBC et de ITN, le service des informations de la télévision et la radio indépendantes (deux correspondants, appuyés par un caméraman et un preneur de son, plus un ingénieur). On confia le choix des organes de la presse qui seraient représentés au Directeur de la *Newspaper Publishers' Association*, M. John Le Page. Il décida d'inclure deux représentants de l'agence de presse *Press Association* : un photographe et un journaliste. Restait alors à choisir les représentants des différents journaux. Devant l'impossibilité de trouver une procédure de sélection rationnelle, juste et acceptée de tous, il demanda à sa femme de tirer au sort cinq noms d'un chapeau¹. Il faut dire à sa décharge qu'on ne lui laissa que très peu de temps. Il reçut l'appel téléphonique lui demandant de choisir les journalistes qui suivraient la flotte, le dimanche à midi, et on lui précisa que le ministère aurait besoin des noms avant quatre heures. Les journalistes devaient arriver à Portsmouth avant minuit le soir même.

Le résultat du tirage au sort organisé par M. Le Page aboutit à un choix parmi les pires possibles. On trouvait, parmi les élus, deux représentants d'un même journal, alors qu'étaient exclus un nombre important de journaux d'influence (y compris le *Times*). Sa sélection fut la suivante : quatre reporters de la presse nationale (*Daily Mirror*, *Daily Express*, *Daily Telegraph*, et *Daily Mail*), un photographe (du *Daily Express*) et deux représentants de la *Press Association* (un photographe et un reporter).

La décision du ministère de faire appel au Directeur de la *Newspaper Publishers' Association* fut vigoureusement contestée par la presse régionale. La *Newspaper Publishers' Association* ne représentait que la presse anglaise (ou, devrait-on peut-être dire, la presse londonienne nationale). Cela éliminait notamment la presse écossaise, toute la presse régionale, ainsi que la presse

¹ Robert HARRIS. *op. cit.*, p. 19

étrangère. La presse régionale et la presse écossaise exigèrent énergiquement le droit d'accompagner la flotte. La presse écossaise était d'autant plus ulcérée qu'elle avait été apparemment considérée comme appartenant à la presse régionale, qui, quant à elle, ne fut pas moins agacée d'apprendre que le ministère considérait que le *New Standard* pouvait représenter la presse régionale (le *New Standard* était un journal du soir londonien).

L'annonce des journaux sélectionnés provoqua un véritable tollé de toutes parts. Des journaux qui n'avaient pas obtenu de place pour l'un de leurs journalistes déployèrent des efforts considérables pour infléchir la position de la Marine et ajouter un de leurs hommes¹ à la liste. Il est possible que certains se soient adressés à Mme Thatcher elle-même, quoiqu'on puisse légitimement penser qu'elle était trop occupée à régler des aspects autrement plus pressants de l'affaire pour consacrer du temps à un problème qui devait lui paraître très marginal. En revanche, l'attaché de presse du Premier ministre, M. Bernard Ingham, semble avoir joué un rôle primordial, réussissant à convaincre la Marine d'accueillir un plus grand nombre de correspondants de guerre. Selon Robert Harris, le rédacteur en chef du *Times* prit sa plume pour expliquer au Premier ministre qu'il était totalement impensable que la Grande-Bretagne pût s'engager dans une guerre sans envoyé du célèbre journal pour en faire le compte rendu. Après de nombreuses tractations, vingt-neuf journalistes et techniciens audio-visuels purent partir². Le *Times* envoya John Witherow, 30 ans, ancien correspondant de l'agence Reuter à Madrid, et journaliste au *Times* depuis 1980. Il partit avec l'*Invincible*.

L'une des suggestions faites par les responsables des médias était d'envoyer les correspondants rejoindre la flotte à l'île de l'Ascension. Cette solution aurait présenté l'avantage inestimable de donner davantage de temps à tous les intéressés. La Marine, invoquant des raisons opérationnelles, refusa une telle solution, qui fut, par conséquent, abandonnée. Il en résulta une course folle vers les ports de la côte sud de l'Angleterre d'où devait partir la flotte. Certains journalistes ont dû partir littéralement sur le champ, sans pouvoir préparer quoi que ce soit. Le sentiment général était qu'il fallait d'abord rejoindre les navires, quitte à régler les autres questions

¹ En effet il ne s'agissait que d'hommes. Il semble que certains aient pensé à la célèbre journaliste de la BBC Kate Adie mais qu'elle n'ait pas été retenue à cause de son sexe.

² HCDC, p. 18

ultérieurement. En raison de cette situation, les journaux ne furent pas tous en mesure de sélectionner leurs correspondants en fonction de leur expérience et de leur compétence, devant tout simplement les choisir parmi ceux de leurs reporters qui étaient disponibles et susceptibles de rallier Portsmouth avant le départ des navires.

Cette hâte fut au moins en partie responsable du manque de préparation physique, et même morale, de bon nombre d'entre eux, embarqués sans le savoir pour une campagne relativement longue et très éprouvante dans le climat rigoureux de l'Atlantique Sud.

Certes, peu de gens pensaient que la flotte aurait le temps d'atteindre l'Atlantique Sud. Apparemment, certains journalistes, fidèles à la tradition britannique, firent des paris sur la durée de la mission de la flotte. Personne ne paria sur 10 semaines¹. Selon la légende, la BBC dit à Brian Hanrahan : « Tu viens de rentrer d'une croisière en voilier, tu vas maintenant repartir pour une régata un peu particulière. Rendez-vous à Portsmouth ce soir avant minuit. » Par conséquent, il est possible aussi que certains journaux n'aient pas perçu la nécessité d'y expédier leurs correspondants les plus expérimentés, d'autant plus que, si l'affaire devait se terminer par une solution diplomatique, leurs meilleurs journalistes risquaient ainsi de se trouver en plein Atlantique sans événements à rapporter.

La presse étrangère

L'absence de la presse étrangère fut reconnue comme une erreur par certains responsables gouvernementaux lors de leur témoignage devant le HCDC. Sir Frank Cooper dit à la Commission qu'à son avis la presse étrangère ne s'intéressait guère à cette affaire et ne croyait pas que la crise pût se développer en véritable affrontement militaire. Il y a certainement une part de vérité dans ses propos, mais certainement pas toute la vérité.

Tout d'abord, au moment où les militaires tentaient de résister à la pression considérable à laquelle ils étaient soumis de la part des journaux britanniques pour augmenter le nombre de journalistes transportés avec la force d'intervention, les médias étrangers avaient peu de chances de faire entendre leur voix. Il est également possible de penser que les autorités ne souhaitent surtout pas la présence de journalistes étrangers. En effet, si la

¹ Episode relaté par Robert HARRIS, *op. cit.*, p. 23

thèse était accréditée que le ministère de la Défense voulait mener une « guerre des bonnes nouvelles » (« good news war »), on serait tenté de suggérer que la dernière chose qu'il pouvait souhaiter était la présence de journalistes étrangers, moins enclins sans doute à manifester de la sympathie pour la cause britannique. Mais, pour reprendre les termes d'un journaliste américain dans son témoignage devant la commission parlementaire, c'était la meilleure façon de porter atteinte à la crédibilité des Britanniques dans la « guerre de l'information ».

Le *House of Commons Defence Committee* interrogea Sir Frank Cooper à ce sujet :

« (M. Dunn): Were any applications received by you prior to the agreement which you finally reached of 29 from the foreign press association and, if so, why?

(Sir Frank Cooper) No. Again, with hindsight, we probably ought to have had one or more representatives of the foreign press but they were singularly disinterested right at the start.

(M. Dunn) You will not be surprised to learn that that is not the point of view they now express?

(Sir Frank Cooper) I am sure I would not be surprised to know that.

(M. Dunn) Indeed, they gave indications, some of them, that an application was made to the appropriate authorities immediately and they believe that through the lengthy procedure and the indecision at the MoD at that moment in time, the answer they received was far from satisfactory. What would you say to that?

(Sir Frank Cooper) I have no knowledge of that¹. »

Plusieurs témoignages donnent à penser que l'argument développé par Sir Frank Cooper selon lequel l'absence de la presse étrangère était motivée par son manque d'intérêt est, au mieux, une réponse incomplète. Plusieurs journaux étrangers avaient soumis des demandes d'accréditation — même le *Rocky Mountain News*, et un fonctionnaire interviewé par Robert Harris, et cité dans son livre *Gotcha!*, dit avoir été inondé par un « raz-de-marée » de demandes de renseignements émanant, non seulement de la Grande-Bretagne, mais aussi de l'étranger². Certes, tous n'avaient sans doute pas

¹ HCDC, p. 19

² Robert HARRIS. *op. cit.*, p. 15

l'intention d'envoyer un correspondant, mais il est difficile d'accepter l'idée qu'aucun des journaux étrangers ne fût sérieusement intéressé par cette possibilité. Tout au plus pourrait-on imaginer le fait que la presse étrangère n'avait pas immédiatement mesuré le sérieux de la situation. Il n'y eut par la suite aucun moyen de corriger cette erreur d'appréciation une fois la Task Force partie¹. Il semblerait que la chaîne de télévision CBS ait annoncé son intention d'affréter un bateau et de rejoindre les îles Malouines par ses propres moyens ; les Britanniques auraient répondu que le bateau serait arraisonné ou coulé s'il pénétrait dans la zone d'exclusion maritime².

Parmi les journalistes britanniques malheureux figurait M. Don McCullin, lauréat du prix du meilleur photographe de champ de bataille. Dans une lettre au *Times*, M. McCullin affirme que sa candidature avait été refusée précisément à cause de son expérience et de sa réputation. Sans doute son nom restait-il encore trop lié aux célèbres photographies de champs de bataille qu'il avait prises, notamment au cours de la guerre du Viêt-nam, référence que les Forces Armées et le ministère cherchaient à éviter à tout prix. Le ton de sa lettre (datée du 10, publiée le 17 juin) exprime bien le dépit de son auteur :

« ... I was repeatedly turned down by the Ministry of Defence for permission to be part of the press corps that is now covering the Falklands crisis. Their excuse was that there was not enough accommodation on board any of the ships, even though they managed to accommodate three million Mars bars. [...] Ironically, I have just learnt through reliable sources that my application to accompany the task force was met with some enthusiasm at the Ministry of Defence, but was later turned down flat by a high-ranking military officer who, I suppose, considered my experience in war coverage a threat to the image that they would find comfortable³. »

Dans son autobiographie, McCullin soutient que le gouvernement choisit délibérément des correspondants peu expérimentés. Cette procédure, écrit-il, s'inscrivait dans une politique de gestion rigoureuse de l'information. Il reconnaît que deux correspondants aguerris partirent avec la flotte, Michael Nicholson d'*ITN* et Max Hastings de l'*Evening Standard*, et il rend hommage à leur travail. Toutefois il regrette qu'il n'y ait eu que deux photographes pour

¹ Les derniers journalistes sont partis sur le *Canberra* le 8 avril 1982

² Michael NICHOLSON. *A Measure of Danger*. Londres : Harper Collin, 1991, p. 215

³ Le *Times*, 17 juin 1982, p. 13

couvrir la campagne. Il en résulte, conclut-il, que la guerre a été— et reste encore — mal illustrée, même à l'*Imperial War Museum* de Londres¹.

¹ Don McCULLIN. *Unreasonable Behaviour — an Autobiography*. Londres : Vintage, 1992, p. 258. M. McCullin raconte qu'il avait même proposé de partir comme photographe de guerre officiel pour le compte de l'*Imperial War Museum*. Les responsables du musée lui répondirent qu'ils seraient ravis de pouvoir l'envoyer, mais ne pouvaient pas payer ses honoraires. McCullin se dit prêt à partir pour une livre, mais le musée ne donna aucune suite à cette proposition.

L'accès limité à l'information et aux moyens de communication

Une fois embarqués, les journalistes furent accueillis de manière très différente selon le navire auquel ils avaient été affectés. Certains furent assez bien accueillis par les commandants et les équipages, alors que d'autres furent reçus avec une certaine hostilité. Les journalistes à bord du *HMS Invincible* et du *HMS Hermes* eurent la chance de pouvoir transmettre leurs dépêches assez librement au cours du voyage vers le sud, tout au moins au début. En revanche, les quelques hommes qui embarquèrent sur des navires dont le départ avait été moins « médiatique » que celui de l'*Invincible* et du *Hermes* commencèrent leur mission avec un handicap sérieux. En effet, il avait été décidé que ces navires devaient respecter le silence radio, et par conséquent, pendant plusieurs jours, les journalistes qu'ils transportaient ne purent envoyer aucune information à Londres.

L'île de l'Ascension, zone interdite

A l'île de l'Ascension, où les navires se regroupèrent et continuèrent les opérations de chargement avant de poursuivre leur chemin vers l'Atlantique Sud, les journalistes furent confinés sur leurs navires. Les autorités militaires refusèrent de les autoriser à débarquer sur l'île, car, expliquèrent-ils quelque temps après le conflit, les défenses anti-aériennes de la base étaient visiblement insuffisantes, et ils craignaient que les journalistes ne divulguent cette information très confidentielle. Cette décision fut à l'origine d'un sentiment de frustration très fort. Elle arrivait à un moment où les médias disposaient de très peu d'informations « réelles » (« hard news ») sur l'aspect militaire de l'affaire des îles Falkland, et les rédactions en réclamaient sans cesse. La Marine ne se laissa pas influencer par les diverses pressions, et les journalistes restèrent en mer. Le rapport du HCDC de décembre 1982 suggère que la Marine aurait pu contrôler le flux d'information, sans être obligée d'empêcher ainsi les journalistes de faire leur travail.

Une explication plus vraisemblable fut proposée après la publication de ce rapport, lorsque fut révélée l'importance de l'assistance américaine, qui avait commencé bien avant la déclaration officielle de soutien aux Britanniques. L'*Economist* publia un article le 3 mars 1984 à propos de ce qu'il appela « la guerre américaine des Malouines », dans lequel il précise le rôle joué par les États-Unis :

« The British operation to recapture the Falklands in 1982 could not have been mounted, let alone won, without American help. This help did not begin, as generally supposed, after the failure of the Haig mission on May 1st and President Reagan's public 'tilt' towards Britain. It started before the task force even set sail, in confidential dealing between the British and American navies, encouraged and approved personally by the defence secretary, Caspar Weinberger¹. »

L'article révèle que le gouvernement britannique avait envisagé initialement de donner ordre à la flotte de cheminer vers les îles Falkland sans escale depuis Gibraltar, mais qu'après étude il décida de mettre en place un pont aérien entre l'Angleterre et l'île de l'Ascension. Par conséquent l'île fut entourée d'un dispositif de sécurité très complet, comprenant, entre autres mesures, l'exclusion des journalistes:

« Journalists with the task force assumed this was to prevent military information reaching Argentina. It was also to prevent the world (and the state department?) knowing the scale of American help². »

L'assistance matérielle fournie par les Américains fut en effet considérable. Le Pentagone mit à la disposition des Britanniques des missiles *Sidewinder* de la toute dernière génération, très supérieures aux *Sidewinders* « anciens » que possédaient les Britanniques. Ces derniers ne pouvaient fonctionner que lorsqu'ils étaient lancés depuis un chasseur volant derrière l'avion cible, alors que le modèle plus récent pouvait atteindre sa cible même lorsqu'il était lancé d'un avion volant à côté, voire devant sa proie, ce qui, toujours selon l'*Economist*, fut un élément crucial dans la guerre aérienne :

« It claimed as many 'kills' as all other weapon systems together, and the threat of it forced Argentina's aircraft to come in low and to bomb low, therefore restricting their range and tactics³. »

Les Américains fournirent d'autres missiles ultra-modernes, un moteur de rechange pour un hélicoptère Chinook, des munitions, et d'énormes quantités de kérosène. En conséquence, selon un témoin, la base de Wideawake (la base américaine sur l'île de l'Ascension) était à un moment

¹ « America's Falklands War » *The Economist*, March 3 1984, p. 23-5

² *Ibid.*, p. 23-5

³ *Ibid.*, p. 23-5

donné l'aéroport le plus animé du monde, plus même que l'aéroport O'Hare à Chicago.

Cette explication du refus de permettre aux journalistes de débarquer sur l'île semble la plus plausible. Les Américains ne souhaitaient pas que l'ampleur de cette assistance matérielle fût connue. On peut se faire une idée du secret qui entourait cette aide à la lecture d'un paragraphe de cet article de l'*Economist* rapportant que le Secrétaire de la Défense américain, M. Caspar Weinberger, avait même proposé, au cas où l'un des porte-avions britanniques devait être coulé au cours des combats, de le remplacer immédiatement. Cette offre ne fut même pas communiquée au Cabinet de Guerre.

2) Les difficultés techniques concernant la transmission de l'information

Les problèmes rencontrés par les journalistes devaient se multiplier avec l'arrivée de la Task Force dans la zone de guerre et le début des combats. Un obstacle important auquel les photographes et équipes de télévision furent confrontés avec une nouvelle acuité concernait les difficultés techniques de transmission d'images. Avec l'évolution du conflit, les autorités prirent conscience que les Britanniques perdaient la « guerre des informations », et l'ordre fut donné de faciliter l'acheminement des images vers Londres. En effet, la pénurie de photographies en provenance de la Task Force avait provoqué de nombreuses critiques de la part des médias britanniques qui regrettaient la plus grande disponibilité de documents argentins. Le 9 mai, l'état-major envoya un message soulignant le besoin urgent de photographies et d'images de télévision, et demandant que les pellicules et cassettes des médias soient collectées et vérifiées rapidement. Une nouvelle demande fut envoyée le 17 mai, montrant clairement que les autorités avaient pris conscience de l'importance de cet aspect de la guerre. Le style, d'une concision exemplaire, souligne l'urgence : « MOD DESPERATE FOR PIX¹. »

Il subsistait néanmoins des difficultés techniques liées à la transmission d'images. Ces problèmes avaient été évoqués la veille dans une dépêche demandant que deux des trois émetteurs *Muirhead Wire-Photo*, capables de transmettre des images, soient transférés du *Canberra* à bord de navires

¹ HCDC, p. 487

équipés du système de transmission par satellite Marisat, ce qui aurait pu accélérer l'envoi de photographies vers le Royaume-Uni. La dépêche indiquait deux numéros de téléphone qui devaient servir à recevoir les images ainsi transmises. Il semble pourtant, d'après les témoignages rapportés au HCDC, que ces numéros n'étaient pas en service.

Les difficultés techniques que nous avons mentionnées occasionnaient des retards importants dans l'acheminement de films de télévision. Au cours des premiers jours du voyage, et tant que la force d'intervention navale ne s'était pas encore éloignée de l'île de l'Ascension, il restait possible d'acheminer les films ou cassettes assez rapidement par avion. Mais au fur et à mesure que la Task Force poursuivait sa route cette solution devenait de moins en moins satisfaisante. On chercha à savoir si les images ne pouvaient pas être transmises par le biais des systèmes de communications des navires, et un ingénieur de la BBC fut expédié pour étudier la question. Cette solution ne fut jamais mise en œuvre. En effet, les réseaux de communication entre l'Atlantique Sud et la Grande-Bretagne étaient déjà pratiquement saturés par les seules communications militaires. La transmission d'images de télévision n'aurait été possible que si la totalité du potentiel de communications leur avait été consacrée pendant une période de temps très long. Les militaires s'y refusèrent.

Il y eut, après le conflit, un long débat au cours de l'enquête du HCDC pour tenter de savoir si toutes les solutions possibles avaient été examinées. Selon les autorités, c'est ce qui avait été fait. Un certain nombre de critiques, cependant, estimaient que les autorités avaient agi avec une lenteur qui trahissait son absence de volonté d'aboutir.

Le service d'information de la télévision privée ITN remit au HCDC un tableau présentant les dates de prises de vue effectuées au cours de la crise, avec les dates de diffusion correspondantes. Nous le reproduisons ci-dessous. Il montre très clairement que le public ne put voir les images qu'une dizaine de jours, au moins, après les événements, et les images étaient souvent, de ce fait, complètement dépassées :

TIMETABLE OF DELAYS¹

<i>Contents of Story</i>	<i>Date of Filming</i>	<i>Date of Transmission</i>	<i>Delay</i>
South Georgia : still pictures of British force's repossession	25 April	18 May	23 days
First pictures in South Atlantic	28 April	13 May	15 days
Harriers/ <i>Sheffield</i> /Capt. Salt interview	1-8 May	26 May	18 days
<i>Sheffield</i> pictures	7 May	28 May	21 days
<i>Pebble Island</i>	15 May	7 June	13 days
<i>HMS Ardent</i>	21 May	10 June	20 days
San Carlos/Canberra/Bomb alley	21 May	8 June	18 days
Goose Green/Casualties/Medical team/children	28 May	14 June	16 days
<i>Sir Galahad/Sir Tristram</i>	8 June	24 June	16 days
Shelling of Stanley (from Argentine sources)	13 June	22 June	9 days
Shelling of Stanley (BBC/ITN pool)	13 June	25 June	12 days
Surrender	14 June	25 June	11 days

On constatera que le temps qui s'écoulait entre la prise de vues et la diffusion faisait que les images étaient toujours en retard d'une phase de guerre.

La télévision devait rester ainsi handicapée jusqu'à la fin du conflit. Pour ce qui était des photographies, cependant, il y eut une nette amélioration lorsque, après le débarquement à San Carlos, il devint possible de les transmettre par satellite. Il s'ensuivit une pléthore de clichés en provenance du théâtre des opérations (le *Times* parla de *glut*). On se souviendra en particulier de la photographie de Falklandais libérés accueillant les troupes britanniques avec des tasses de thé, qui fut publiée dans la plupart des journaux dès le surlendemain. Certains sceptiques y virent la preuve que les difficultés techniques de transmission invoquées par le ministère pour expliquer le manque d'images ne représentaient qu'un écran de fumée destiné à cacher leurs tentatives, réussies selon ces critiques, de retarder les mauvaises nouvelles et d'accélérer la diffusion des bonnes.

¹ HCDC, p. 63 (« Memorandum submitted by Independent Television News »)

Les journalistes de la presse écrite durent, eux aussi, faire face à de nombreuses difficultés dans l'acheminement de leurs dépêches. Tant que la flotte faisait encore route vers les Malouines, le seul véritable problème était de passer les diverses étapes de vérification et d'obtenir qu'en dépit de la surcharge du réseau de communications, on veuille bien se charger de leur transmission. La chose se compliqua après le débarquement. Les journalistes devaient suivre les événements qui se déroulaient sur terre, mais aussi trouver le moyen de faire parvenir leurs textes à un navire ayant l'équipement nécessaire pour les envoyer à Londres. Pour cela, ils devaient, soit trouver quelqu'un qui partait vers l'un de ces navires et lui confier leurs dépêches, soit tenter de trouver une place dans un hélicoptère pour rejoindre un tel navire et s'assurer personnellement du bon déroulement de la transmission. La première solution se révéla parfois peu sûre, certaines dépêches ayant été perdues, ou tout simplement oubliées, par des hommes qui avaient d'autres priorités. La deuxième comportait elle aussi un risque, celui de se trouver bloqué sur un navire sans pouvoir obtenir d'hélicoptère de transport pour le retour.

Certains journalistes avaient le sentiment qu'on aurait pu améliorer le dispositif s'il y avait eu une réelle volonté de le faire. Il y eut sans doute une autre solution, qui consistait à renoncer au « scoop » pour privilégier les articles décrivant les conditions de vie des soldats, à l'instar du célèbre correspondant de la Deuxième Guerre, Ernie Pyle, « the GIs' friend¹. »

Pour clore cet exposé des difficultés que rencontrèrent les correspondants embarqués, il faut rappeler les problèmes matériels auxquels un groupe de journalistes fut confronté. En effet les cinq journalistes (parmi lesquels le journaliste du *Times*, John Witherow) qui avaient accompagné la Marine à bord du porte-avions *HMS Invincible* n'avaient reçu aucun entraînement pour leur permettre de survivre aux difficiles conditions de l'hiver falklandais. Ils ne disposaient pas non plus de l'équipement adéquat pour suivre les soldats à terre. Leurs confrères qui avaient voyagé avec les soldats dans la deuxième vague avaient suivi, au moins partiellement, l'entraînement des hommes. Ils avaient eu l'occasion de tisser des relations avec ceux qui devaient mener la guerre sur l'île et avaient reçu un équipement approprié.

¹ Philip KNIGHTLEY. *The First Casualty*. Londres : Quartet, 1982, p. 310

Par conséquent, le groupe de l'*Invincible* fut bloqué pendant neuf ou dix jours sur un navire qui naviguait loin des combats. De surcroît, les journalistes apprirent que celui-ci était chargé de munitions. A un moment où les attaques argentines redoublaient d'intensité, cette nouvelle ne les rendit que plus malheureux. Ils restèrent singulièrement insensibles à l'argument selon lequel ils avaient été privilégiés au cours de la traversée, puisqu'ils avaient pu expédier librement leurs dépêches, alors que d'autres avaient souffert du silence radio imposé sur leurs navires, et que par conséquent, c'était le tour de leurs collègues de couvrir l'action terrestre. Il fallut de vives protestations de la part de leurs rédactions respectives pour qu'ils puissent enfin gagner la terre.

3) Les procédures de « vérification » ou de censure, et les retards qu'elles pouvaient occasionner

Les journalistes acceptaient que l'on vérifie leurs textes pour s'assurer qu'aucune information ne soit publiée qui puisse mettre en danger la vie des soldats, aviateurs et marins britanniques. Comme beaucoup l'ont signalé, leur propre vie aurait été ainsi mise en danger. De toutes les manières, l'acceptation du système de « vetting » ou « clearance » était une des conditions préalables imposées aux candidats à l'accréditation. Étant donnée la maîtrise totale des Britanniques (et des Argentins) sur tout déplacement autour de l'archipel, les journalistes n'avaient guère le choix.

Le mot censure (« censorship ») fut soigneusement évité par le ministère de la Défense au cours du conflit — sauf lorsqu'il précisa que les Officiers de Relations Publiques n'avaient pas le pouvoir de la pratiquer. Même après le conflit, pendant l'enquête de la Commission Parlementaire, le mot ne fut utilisé qu'entre guillemets, lorsque l'on fit allusion aux plaintes des journalistes. La référence explicite aux pouvoirs des chargés de relations publiques en matière de vérification et de censure est intéressante. Voici un extrait du signal envoyé depuis Londres le 31 mai 1982:

« ...APPARENT CORRESPONDENTS WITH YOU
FILING COPY WHICH CONTAINS DAMAGING INFO
CONCERNING BOTH CURRENT AND, MORE IMPORTANT,
FUTURE OPS [...] PR MOD WILL CONTINUE TO DO BEST
TO STOP DISCLOSURE SENSITIVE ITEMS, BUT
ESSENTIAL YOU SCRUTINISE COPY BEFORE IT IS SENT
WHEREAS YOU DO NOT HAVE POWER OF CENSORSHIP
YOU CAN VET AND REQUEST MOST FORCEFULLY THAT

DAMAGING INFO IS NOT PASSED. IN MANY CASES YOU ARE BEST JUDGE OF WHAT IS/IS NOT ACCEPTABLE/DAMAGING¹. »

Cette distinction sémantique très fine ne semble pas avoir convaincu M. Nicholson de ITN, qui dit à la Commission qu'à son avis il y avait deux types de censure pratiqués par les militaires :

« They have two ways of reacting. One is obviously military secrecy, that it ought not to go out; that is legitimate censorship. If it is a story that they cannot find any real military reason why it should not go out, they have a very effective way of stopping it going out and that was not to provide helicopters². »

M. Nicholson confia également à son journal que les journalistes à bord du porte-avions *Hermes* décidèrent d'utiliser le mot « *Censored* » au début de chacune de leurs dépêches. L'Officier de Relations Publiques du ministère de la Défense et les autorités de la Marine leur firent comprendre que cela ne serait pas autorisé. M. Nicholson affirme par ailleurs que M. Peter Archer envoya un telex à sa direction à Londres pour lui indiquer que ses dépêches étaient soumises à la censure, mais le mot « *Censored* » fut enlevé par les censeurs³.

Les dispositions pour la vérification (« *clearance* ») initialement notifiées aux chargés de relations publiques du ministère de la Défense (ou *Minders* : « *anges gardiens* ») dans un signal expédié par le commandant en chef de la flotte stipulaient que les textes devaient être vérifiés par les commandants de bord « dans les meilleurs délais »⁴. Selon ce texte, seuls les impératifs de la sécurité militaire pouvaient justifier des demandes de coupes :

« Commanding officers should not seek to interfere with the style or content of press material unless it compromises security⁵. »

¹ HCDC, p. 491

² HCDC, p. 181. (Rappelons qu'il s'agit d'un entretien, ce qui explique la structure grammaticale imparfaite de la phrase)

³ HCDC, p. 170. Le mot apparaît dans le *Times* au sujet d'une dépêche envoyée par M. Simon Winchester qui se trouvait sur les Malouines au moment de l'invasion et dut expédier son texte aux bons soins de l'armée argentine : « a pooled and censored dispatch », le *Times*, 3 avril 1982, p. 1. D'autre part, les dépêches en provenance d'Israël à la suite de l'invasion du Sud Liban portaient la mention « censored » [par ex. le *Times*, 7 juin 1982, p. 1 : « Flames in the fields of Galilee From Christopher Walker Metulla, Israel (censored) »]

⁴ « with minimum delay », HCDC, p. 467

⁵ HCDC, p. 467

Le 8 avril, une dépêche fut envoyée au commandant en chef de la flotte par le ministère de la Défense à Londres, lui enjoignant d'assurer la diffusion des instructions qu'elle contenait. Les équipages devaient éviter de parler à la presse des plans d'opérations, des actions à venir, de l'état de préparation opérationnelle, de la situation des unités, surtout des unités spécialistes (SAS et SBS), des tactiques mises en œuvre, des techniques et des équipements. Elle invitait les chargés de relations publiques à signaler aux correspondants la nécessité d'une approche responsable en matière de reportage. Elle soulignait qu'il était d'autant plus important d'éviter tout commentaire sur les éventuelles actions à venir que de telles hypothèses, venant de la part de journalistes sur place, pourraient paraître particulièrement crédibles ou fondées. La dépêche exprimait l'espoir que cette injonction suffirait. Cependant, pour le cas où il n'en serait pas ainsi, elle donnait aux commandants le pouvoir d'interrompre la transmission d'une information s'ils estimaient que cela était dans l'intérêt de la sécurité (« *in overriding interest of security* »). Pour ce qui était du courrier des marins et autre personnel militaire, elle précisait que celui-ci ne serait pas soumis à la censure, mais rappelait l'importance de la sécurité et la nécessité d'éviter de parler des sujets dont il avait été question en rapport avec la presse¹.

Il n'y avait pas d'autres contrôles à Londres, précisa une dépêche envoyée le 27 avril, même si l'on encouragea les rédacteurs en chef à consulter le ministère s'ils avaient des doutes concernant des informations précises :

« SIGNALLED PRESS COPY AND UNPROCESSED
FILM ROUTED THROUGH MOD NAVY IS NOT REPEAT
NOT SUBJECT TO SCRUTINY OR VETTING². »

Ces modalités furent modifiées par la suite, et une censure supplémentaire (ou « *clearance* », « *scrutiny* » ou « *vetting* ») fut instaurée à Londres le 21 mai³.

¹Rappelons que la nouvelle des accidents d'hélicoptère de la Géorgie du Sud ne fut connue qu'à la suite d'une indiscretion, un jeune marin en ayant fait état dans une lettre privée. Les militaires avaient pourtant des instructions très claires à ce sujet, précisant que leur correspondance ne devait pas faire allusion aux domaines suivants : « Location, employment and operational movements of individual units or formations, particularly specialist units ». HCDC, p. 469

² HCDC, p. 474

³ voir témoignage MoD, HCDC, p. 410

La responsabilité de la censure ne devait pas incomber aux chargés de relations publiques du ministère de la Défense, précisait une dépêche du 27 Avril:

« WHILE EMBARKED MOD PR OFFICERS ARE TO GIVE REGULAR GUIDANCE TO THE PRESS [...] THEY ARE NOT RESPONSIBLE FOR SECURITY. SCRUTINY OF PRESS MATERIAL LEAVING SHIPS IS THE RESPONSIBILITY OF COMMANDING OFFICERS. DELEGATION OF THIS DUTY IS NOT TO BE MADE TO MOD PR OFFICERS AFLOAT WHO ARE NOT QUALIFIED TO IMPLEMENT SECURITY DUTIES AND WHOSE STANDING WITH EMBARKED PRESS WILL CERTAINLY BE COMPROMISED BY ASSOCIATION WITH SECURITY SCRUTINY. PR DUTIES AND SCRUTINY REQUIREMENTS ARE TO BE KEPT APART AND DISTINCT¹. »

Quelques jours plus tard, le commandant de la flotte envoya une dépêche demandant à la Marine de retarder les transmissions de dépêches destinées à la radio et la télévision à la suite d'actions militaires, pour permettre aux autorités officielles d'en faire l'annonce avant les médias. Elle précisa par la même occasion que les textes des journalistes de la presse écrite étaient aussi retardés : « REPORTS FROM EMBARKED PRESS WRITERS ARE ALSO AT PRESENT SUBJECT TO DELAYS². »

Le même jour un autre message demandait que les noms des militaires n'apparaissent pas dans les dépêches, car la presse britannique harcelait les parents à la recherche d'informations et de commentaires de leur part.

D'autres dépêches, expédiées les jours suivants, reprenaient la nécessité de retenir les textes portant sur des incidents ayant occasionné des victimes britanniques. Le ministère se chargeait d'informer la Task Force de l'heure à laquelle il annoncerait les faits. Les correspondants seraient autorisés à transmettre leurs textes une fois que l'annonce officielle en aurait été faite. Il était clair que le ministère n'avait aucune intention d'autoriser les correspondants embarqués à envoyer leurs dépêches avant ces déclarations officielles à Londres.

Les principales victimes de cette situation furent les chargés de relations publiques du Ministère, les « *minders* » ou « anges gardiens ». A partir du moment où les commandants prirent conscience du fait qu'ils n'auraient pas

¹ HCDC, p. 474-5

² Message envoyé le 3 mai, HCDC, p. 477

le temps de se charger personnellement de la lecture et de la vérification des dépêches, on fit de plus en plus appel à eux pour assumer cette tâche ingrate, malgré les instructions contraires très claires. A quelques rares exceptions près, ils devinrent l'objet de critiques acérées de la part des journalistes. Selon les uns, ils étaient pris entre deux feux, pour d'autres ils se trouvaient entre le marteau et l'enclume (« *the meat in the sandwich* »). Les journalistes avaient le sentiment que ces officiers de presse ne disposaient pas d'une autorité suffisante pour prendre des initiatives, et craignaient par conséquent sans cesse la réaction de Londres¹. Il semble qu'ils aient appliqué le règlement concernant la vérification des dépêches des journalistes avec d'autant plus de sévérité qu'ils se sentaient mal à l'aise dans ce rôle².

4) Censure : Allégations d'incohérence

Les incertitudes inhérentes à la situation mal définie des officiers de presse donnaient lieu à d'apparentes incohérences dans la façon dont était appliquée la censure sur le terrain, à l'encontre des correspondants de guerre, par rapport à la manière dont était gérée la diffusion des informations à Londres. Les journalistes étaient extrêmement irrités de recevoir des instructions sur place selon lesquelles ils ne devaient pas mentionner certains faits, pour entendre quelque temps après sur le *World Service* de la BBC les mêmes informations annoncées très officiellement à Londres. Lorsque les navires de la flotte furent exposés à des attaques aériennes intensives, et les correspondants confrontés à ce genre d'incohérence — toujours selon eux — l'un des journalistes, Michael Nicholson de ITN, s'exclama dans un passage de son journal intime, qu'il présenta au HCDC, que ses confrères et lui-même souffraient de « redondance héroïque »³, risquant leur vie pour recueillir des nouvelles que les autorités ne leur permettaient pas de transmettre, pour ensuite les entendre à la radio diffusées depuis Londres. Nicholson en était révolté, et la citation suivante de son journal du 4 mai (la phrase qu'il avait supprimée dans la version qu'il confia à la Commission est indiquée en italiques), exprime bien l'amertume qu'il ressentait à ce sujet :

« ...HMS *Sheffield* hit by single Exocet from Etendard fired from six miles. Survivors came aboard. RAF Vulcan bomber makes 2nd attack on Stanley airfield ... also our Harriers have another go.

¹ Nicholson, HCDC, p. 177

² HCDC, p. 470

³ Extraits de son journal, HCDC, p. 170

One of our planes is missing ... Nick Taylor's. We are not allowed to report any of this. *I stick my neck out all day on this island sweating every time I hear a red air alert and at the end of the day I hear some fart who goes to bed every night in London.* We are suffering from heroic redundancy¹. »

L'individu à Londres auquel il fait allusion est sans doute M. Ian McDonald, qui annonça les nouvelles au cours de ses déclarations officielles devant les médias. Celles-ci furent souvent diffusées à la télévision et à la radio, parfois même en direct.

Parmi les nouvelles que les journalistes n'eurent pas l'autorisation de transmettre, mais qui furent annoncées à Londres, on peut citer le premier raid aérien contre Port Stanley, le torpillage du croiseur argentin le *General Belgrano*, la perte de deux avions Harriers dans un accident le 6 mai, et le fait que le navire anglais *HMS Glasgow* ait été atteint par une bombe qui n'avait pas explosé (selon le jargon militaire, une « *UXB* » ou « *unexploded bomb* »). En témoigne cet extrait d'un article de Philip Knightley paru dans le *Sunday Times* du 16 mai 1982, « BBC — War and truth » :

« ... But at least one in the second wave of Skyhawks got close enough to release its 1000lb bomb— and scored a direct hit on one of the ships. The MoD refuses to say which ship was hit; however it did say the bomb ploughed through the hull, above the waterline and came out the other side, without exploding. But for the grace of a faulty fuse, the consequences could have been disastrous². »

D'un autre côté, il y eut des occasions où les journalistes furent autorisés par les officiers de presse sur place à envoyer certaines informations que les équipes de vérification à Londres souhaitèrent voir supprimées³.

Le ministère répondit à ces critiques dans un mémorandum présenté au HCDC. Le texte concerné les résumait sous la rubrique « allégations », et donnait ensuite sa propre version des événements sous la rubrique « les faits », pour enfin présenter ses conclusions sous la rubrique « commentaire du ministère ». Le ministère reconnut que les accusations d'incohérence dans l'application de la censure formulées par certains journalistes n'étaient pas totalement injustifiées :

¹ Robert HARRIS. *op. cit.*, p. 68

² Philip KNIGHTLEY. « BBC — War and truth », *Sunday Times*, 16 May 82, p. 19

³ « bracketed by vetting officers in London », HCDC, p. 410

« Interpretation of the security guidelines did vary. In some cases ships' commanding officers were evidently inclined to be more restrictive than London where account also had to be taken of diplomatic and political pressures for the full release of information¹. »

Expliquant l'annonce faite à Londres du raid contre la piste de Port Stanley, alors que les journalistes avaient reçu des consignes très claires imposant le secret sur ce raid, même après la fin du conflit, le ministère explique tout simplement que le gouvernement estimait qu'il était important que ces exploits soient rendus publics, d'une part parce qu'ils représentaient en eux-mêmes des faits d'armes tout à fait significatifs, susceptibles de servir d'avertissement aux Argentins,² et d'autre part parce qu'il ne souhaitait pas que les Argentins pussent en faire l'annonce en premier et laisser entendre qu'il s'agissait d'une attaque contre la population civile.

Un argument similaire fut évoqué pour justifier l'annonce de la perte des deux Harriers. Selon le ministère, « ... l'appréciation de l'importance qu'il y avait à ne pas retenir l'information avait motivé l'annonce de l'accident par le ministère lui-même³. »

Cette réponse est sans doute quelque peu incomplète. Apparemment l'accident était alors déjà connu et commenté, surtout dans les couloirs de la Chambre des communes. Le bruit courait que cette mauvaise nouvelle était bloquée en attendant la fermeture des bureaux de vote des élections locales qui eurent lieu ce jour-là. L'attaché de presse du Premier ministre, M. Bernard Ingham, craignant que la rumeur ne soit plus dangereuse que la vérité, préféra annoncer la nouvelle lui-même⁴.

5) La censure appliquée selon des critères dépassant le domaine de la simple sécurité militaire — le censeur, garant du « bon goût » au service des « bonnes nouvelles » ?

Les journalistes se plaignirent à de nombreuses reprises qu'on leur demandât de supprimer certains passages, non pas pour des raisons

¹ HCDC, p. 410

² « ... it was in itself a significant achievement and could be expected to impress the Argentines with British forces' capability and strength of purpose », HCDC, p. 410

³ « ...awareness of the importance of not suppressing information caused MoD to announce the loss », HCDC.

⁴ Derrik MERCER *et al.* *The Fog of War*. Londres : Heinemann, 1988, p. 162

opérationnelles de sécurité militaire que dans l'ensemble ils acceptaient, mais pour des raisons de « bon goût et de bon ton » (« *taste and tone* »). M. Patrick Bishop de l'*Observer* écrivit une critique vigoureuse de ce qu'il qualifiait d' « utilisation excessive de la censure » dans son mémorandum au HCDC :

« ... it was untruthful to say that the *tone* of the copy would not be censored. Once we got ashore the MoD men both on the ground and in London appear to have stifled any suggestion that the campaign was doing anything but rolling inexorably towards victory. On Thursday, May 27, I wrote an article saying that the British advance was in danger of being bogged down and quoted senior officers to this effect. By the time this was released in London the references had been removed and the piece began about half way through on a more optimistic note¹. »

Quelque temps plus tard, il fit allusion aux critiques qui avaient été faites concernant le manque de protection des navires attaqués à Fitzroy. L'officier de presse du ministère de la Défense à qui il avait confié son texte négligea de le transmettre. Ce texte avait été retardé, lui dit-on, parce qu'il contenait des inexactitudes. Il avait écrit que le *Sir Galahad* et le *Tristram* avaient coulé, alors qu'en fait, quoique gravement atteints, ces navires flottaient encore. Il reconnaît qu'il y avait d'autres erreurs de détail, mais estime cependant qu'on aurait pu tout simplement les corriger et transmettre son article à Londres. D'après lui il y avait une autre raison pour la non-diffusion de cet article :

« The suppression of the piece was a simple act of censorship because it was felt that the article might lower morale. In the event, there was little in the conduct of the war for the British forces to regret or feel ashamed of but if there had been it seems highly likely that nothing would have been allowed to be published about it while hostilities were in progress². »

Les descriptions de blessés ou de morts représentaient un autre domaine où des questions de « *taste and tone* » semblaient intervenir. On craignait l'effet que des allusions aux morts et blessés pouvaient avoir sur le moral de la population du Royaume-Uni, et des familles des militaires en particulier. Par ailleurs, les autorités considéraient que la publication de comptes rendus décrivant les morts et blessés, et *a fortiori* d'images les montrant, seraient susceptibles de porter atteinte au moral des troupes elles-mêmes, non pas tant parce qu'ils rappelleraient de façon quelque peu brutale les risques qu'ils

¹ HCDC, p. 103-104

² HCDC, p. 104

encourageaient tous, mais parce que les militaires seraient inquiets à l'idée que leurs familles et proches puissent voir ainsi la dure réalité des combats.

Si le ministère pouvait ainsi craindre les activités des médias, il convient de rappeler qu'il en avait également besoin. La commission parlementaire de la défense le rappelle en évoquant von Clausewitz :

« Military action is not an end in itself and should always be only an extension of diplomacy. Information policy should recognise this to the fullest extent¹. »

Par exemple, le 11 mai, le ministère de la Défense envoya une dépêche soulignant le besoin, à Londres, d'informations permettant de réfuter la propagande argentine. Elle précisait que le ministère avait besoin d'informations précises, et à jour, pour augmenter les chances de réussite des négociations. La dépêche faisait allusion à un incident concernant le navire argentin *Narwhal* qui fut coulé le 9 mai, incident au sujet duquel le ministère s'était trouvé embarrassé et pris à contre-pied — « *embarrassingly wrong-footed*² ». Cette action constituait un exemple parmi d'autres de tentatives de gestion de l'information par le ministère de la Défense. Soulignons que la gestion de l'information n'est pas en soi répréhensible, et que si le ministère souhaitait rétablir la vérité, avec le concours librement consenti de médias objectifs, on ne pouvait que l'en féliciter.

Les retards occasionnés par les procédures de censure ou décidés par le ministère de la Défense.

Au fur et à mesure que la Task Force s'approchait des îles Malouines, et que la perspective d'une action militaire devenait de plus en plus probable, les relations entre militaires et médias se dégradèrent encore, du fait du conflit d'intérêts concernant l'utilisation des systèmes de communications des navires. Les journalistes étaient frustrés lorsque la transmission de leurs dépêches était retardée. En fait, peu d'informations furent réellement bloquées longtemps, à l'exception de celles qui concernaient les activités des services spéciaux (SAS et SBS), ainsi que celles signalant les cas où des navires de la flotte britannique avaient été atteints par des bombes qui n'explosaient pas (quoique, pour des raisons sans doute bien complexes, tandis que les

¹ HCDC, p. lvi

² HCDC p. 481

journalistes sur place appliquaient scrupuleusement la consigne de ne pas faire état de ces incidents, la presse londonienne y fit allusion). Toutefois la durée du retard avec lequel une dépêche pouvait être diffusée n'était sans doute pas ressentie de la même façon par un journaliste qui cherchait par tous les moyens à faire en sorte que son article arrive à temps pour paraître dans le journal du lendemain, et par le capitaine d'un navire ou par un officier de l'état-major qui avaient d'autres priorités. La concurrence acharnée qui caractérise le monde de la presse ne faisait que rendre le moindre retard plus intolérable aux journalistes concernés.

Ils avaient le sentiment que les militaires n'étaient absolument pas sensibles au fait qu'un retard de quelques heures, voire de quelques minutes, pouvait leur faire manquer l'heure limite de réception des dépêches. Cela pouvait entraîner dans le meilleur des cas le report de la publication au lendemain ; dans le pire des cas, les dépêches seraient tout simplement abandonnées, remplacées par des nouvelles plus fraîches.

Une prérogative en matière d'informations ?

La décision de bloquer la nouvelle de la perte d'un navire avant que les proches n'aient été avisés peut paraître tout à fait justifiable¹. En revanche, il pouvait sembler injuste de bloquer les dépêches des correspondants de guerre jusqu'à ce que le ministère de la Défense autorisât la diffusion de l'information concernée, puisque de ce fait il s'écoulait de nombreuses heures entre la divulgation de la nouvelle à Londres et l'arrivée des articles des journalistes présents dans l'Atlantique Sud à leur rédaction dans la capitale.

Les commandants de la force d'intervention navale n'étaient pas tous insensibles aux difficultés des journalistes, et l'un d'eux, le capitaine Black, envoya une dépêche à Londres demandant l'autorisation d'expédier les textes des journalistes à Londres sous embargo, en attendant l'annonce officielle des

¹ Pourtant, un soir, M. Nott annonça à la télévision qu'un navire, dont il ne souhaitait pas donner le nom, avait été atteint, précisant que l'on craignait de nombreuses victimes. Ensuite il refusa de donner d'autres détails avant le lendemain matin. Les autorités ont toujours clamé que si elles retardaient la diffusion des informations concernant des attaques ayant occasionné des pertes parmi les militaires britanniques, c'était bien pour protéger leurs familles et leur épargner une inquiétude excessive. Or le comportement du ministre dans ce cas précis ne semble pas avoir été de nature à apaiser les proches des marins. Bien au contraire, en refusant de nommer le navire, il provoquait une angoisse bien compréhensible chez tous ceux qui avaient un fils, un mari, un père ou simplement un ami dans l'Atlantique Sud. Il s'agissait d'une grave erreur d'appréciation, et le ministère lui-même le reconnut.

nouvelles, de sorte que leurs journaux pussent les publier sitôt après. Le ministère n'accéda pas à cette demande, et étant donnés les retards inévitables dus à la transmission ainsi qu'aux procédures de vérification (censure ?), il en résulta que trop souvent les journalistes sur place ne purent acheminer leurs textes à temps pour qu'ils paraissent dans le même numéro que l'annonce faite par le porte-parole du ministère.

Parfois on reprocha aux autorités d'avoir invoqué des « motifs opérationnels » de façon quelque peu abusive, un peu comme en France il a été suggéré que le « Secret Défense » a pu être utilisé à tort. Il y eut également le sentiment très répandu que les dépêches en provenance de l'Atlantique Sud étaient retardées pour permettre à des membres du gouvernement ou des fonctionnaires du ministère de la Défense à Londres d'en avoir la primeur et d'annoncer les nouvelles avant les médias. Il y eut parfois des *blackouts* complets des nouvelles, comme, par exemple, au moment de la signature de l'acte de reddition à Port Stanley. La nouvelle de la reddition argentine fut mise sous embargo pour permettre à Madame Thatcher d'annoncer personnellement la victoire à la Chambre des communes.

6) Désinformation (*misinformation/disinformation*)

L'accusation la plus sérieuse formulée par les médias britanniques concernait la « désinformation » (« *disinformation* » ou « *misinformation* ») pratiquée à l'occasion — selon les journalistes — par certains représentants du gouvernement. Ils avaient le sentiment que ceux-ci les avaient sciemment trompés en leur donnant des informations incomplètes ou erronées, et ils n'appréciaient guère d'avoir été ainsi manipulés. Le ministère considérait qu'il pouvait être acceptable de se servir des médias pour tromper l'ennemi, à condition qu'il n'y ait pas de véritables mensonges, ou qu'il n'y ait au pire que des mensonges par omission. Nous verrons que certains fonctionnaires firent usage de subterfuges sémantiques parfois étonnants pour s'en tenir à cette règle.

Les journalistes craignaient de perdre toute crédibilité aux yeux de leurs lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs à la suite de ces pratiques, qui, à leur avis, ne pouvaient que nuire, non seulement aux médias, mais, à terme, aux autorités elles-mêmes.

Le gouvernement et les militaires eurent à leur tour l'occasion de se plaindre des journalistes. L'une de ces plaintes concernait le journaliste d'*ITN* Michael Nicholson, qui, dans une dépêche, identifia le sous-marin qui avait coulé le croiseur *General Belgrano*. A une autre occasion, l'état-major de la Marine à Londres s'offusqua d'entendre en direct à la radio le compte rendu d'une attaque aérienne dont il n'avait pas été informé. Dans un incident potentiellement beaucoup plus grave, il semble que l'un des journalistes, Alfred McIlroy, ait tenté de prévenir sa rédaction de l'imminence du débarquement à l'aide d'un message codé, « Please close my New York bank account as there is only one dollar left¹ ».

Il semble que certaines « fuites » aient été de la responsabilité des états-majors eux-mêmes, ou encore du gouvernement, parfois par le biais du secrétaire du bureau de presse du Premier ministre, Bernard Ingham. La plus spectaculaire fut l'annonce prématurée de la prise de Goose Green (mais cette fois-ci, il ne s'agissait pas de M. Ingham), affaire sur laquelle nous reviendrons plus longuement. Notons qu'il s'agissait là d'une « bavure », plutôt que d'une entreprise de désinformation.

Trois affaires furent souvent citées en exemple par les journalistes qui cherchaient à mettre en évidence une entreprise de désinformation menée par les autorités. D'abord, il y eut la nouvelle du départ du sous-marin *HMS Superb*, à laquelle nous avons fait allusion dans notre rappel de l'histoire du conflit. Deuxièmement, il y eut la conférence de presse « non-attribuable » au cours de laquelle Sir Frank Cooper précisa qu'il n'y aurait pas de débarquement de type « Jour-J », alors qu'il savait que le plus grand débarquement depuis 1944 se préparait au moment même où il parlait aux journalistes. Enfin, rappelons l'embargo sur les informations précises à propos de l'attaque à Bluff Cove/Fitzroy, imposé avec l'espoir de pouvoir induire l'ennemi en erreur. Nous reviendrons sur ces trois affaires dans la deuxième partie de ce travail.

L'auto-censure (« *self-censorship* »)

L'un des effets des retards que pouvaient causer les procédures de vérification (« *clearance* ») fut la décision plus ou moins consciente prise par un certain nombre de journalistes de pratiquer une forme d'auto-censure,

¹ Robert HARRIS, *op. cit.*, p. 124

s'efforçant autant que possible d'écrire le type de texte qui serait susceptible de passer la censure le plus rapidement possible. Michael Nicholson, du service d'information des chaînes indépendantes ITN, adopta cette politique :

« Like most of the reporters in the task force, Mr Nicholson admitted that he learned to censor himself and say the things the authorities wanted to hear in order to get his reports through¹. »

Pour d'autres journalistes, cette auto-censure ne fut pas vraiment nécessaire : ils sentaient déjà qu'il était de leur devoir de rapporter les événements de la façon qui, à leurs yeux, servirait le mieux l'intérêt national. L'un des correspondants qui réussirent le mieux au cours de ce conflit, M. Max Hastings du *New Standard*, explique son sentiment à cet égard :

« Most of us have found great satisfaction in being able to thrust ourselves, for once in our professional lives, wholeheartedly into the service of a cause without bothering much about moral or strategic dilemmas. For better or for worse, we are part of a British Expeditionary Force 8 000 miles from home [...]. [...] most of us decided long before the landing that our role was simply to report as sympathetically as possible what the British force are doing today here [...]². »

Cette tendance naturelle de la part des journalistes à s'identifier à l'armée à laquelle ils sont rattachés n'est certes pas une caractéristique nouvelle ou particulière à la guerre des Malouines. Elle avait déjà été constatée lors d'autres campagnes, comme le rapporte M. Phillip Knightley au sujet d'un entretien avec un correspondant de guerre américain qui avait suivi l'armée Viêt-Cong :

« 'It was interesting to see how quickly you are on the side you are working with,' Aird said. 'In North Vietnam the Americans to us were the enemy.'³ »

Le manque de nouvelles à Londres et les « armchair admirals »

Pendant une période assez longue au début du conflit (approximativement depuis le départ de l'île de l'Ascension jusqu'à l'arrivée à la Géorgie du Sud), les informations sur la progression de la Task Force se

¹ Michael COCKERELL *et al.* *Sources Close to the Prime Minister*. Londres : 1985, p. 173

² Max HASTINGS. « Why I'm proud to take Britain's side », le *Times*, 9 juin 1982

³ Philip KNIGHTLEY. *op. cit.*, p. 383

faisaient rares. Pourtant, la soif de nouvelles du public ne faisait que croître. Les médias ne pouvaient donc pas se satisfaire des quelques conférences de presse du ministère. Ils montraient à l'occasion des documents d'origine argentine, et présentaient de nombreuses simulations des diverses options militaires ou diplomatiques (mais surtout militaires). Le « bac à sable » (une maquette du théâtre de guerre) de l'émission d'actualités de BBC2 *Newsnight* devint célèbre.

A Londres, les journalistes du Lobby apprirent que le système habituel des « unattributable briefings » avait été suspendu¹, les privant ainsi d'une source d'information importante que les brèves déclarations publiques lapidaires de Ian McDonald, le responsable des Relations Publiques au MoD, ne pouvaient remplacer. M. Jim Meacham, de l'*Economist*, rapporta au HCDC qu'en temps normal il pouvait téléphoner au ministère pour obtenir confirmation de certains détails dont il avait besoin, mais qu'à partir du moment où M. McDonald avait pris la décision de restreindre le flux d'information, il ne pouvait plus obtenir la moindre aide :

« In normal times I could call up the Chief of Public Relations and ask how many tanks are in Germany and he would tell me, within reasonable tolerance. During the Falkland Islands war they would not tell me if there were any tanks in Germany or even if there was a Germany—nothing except what was on the paper and had been already announced or what the senior civil servants decided to tell us at the briefings². »

M. McDonald expliqua au HCDC qu'il reconnaissait que cette décision lui avait été difficile, et qu'il avait dû s'enfermer seul dans son bureau pendant cinq minutes afin de pouvoir réfléchir, aussi calmement que possible, avant de trancher. Certains critiques ont suggéré que ces cinq minutes n'avaient pas suffi.

¹ Les conférences de presse « non-attribuable » furent de nouveau organisées à partir du 11 mai, lorsque Sir Frank Cooper, *Parliamentary Under-Secretary* auprès du Ministère de la Défense, donna un *briefing* à la presse. Peu après, bien que M. McDonald dût continuer à assumer les fonctions de directeur du service d'information chargé des informations concernant le conflit des Malouines (Robert HARRIS. *op. cit.*, p. 96), Sir Frank Cooper réussit à persuader M. McDonald de prendre un weekend de repos, lui disant qu'il avait l'air fatigué. A son retour, McDonald trouva que Neville Taylor, qui avait été nommé Directeur des services de relations publiques avait pris la direction du Département. A partir de ce moment-là McDonald ne fut plus que le porte-parole officiel du Ministère de la Défense (*Ibid.*, p. 109)

² HCDC, p. 232

Ce manque d'informations, officielles ou officieuses, eut une conséquence sur le contenu des médias pendant toute la durée du conflit. Le caractère exceptionnel de l'événement avait entraîné une soif de nouvelles. Pour satisfaire cette demande, dans un contexte où l'information diffusée par les autorités ne suffisait pas, il était inévitable que les médias se tournent vers d'autres sources plus disponibles — et plus loquaces. Les journaux, la radio et la télévision firent de plus en plus souvent appel à des « experts » militaires divers, et notamment à un certain nombre de militaires à la retraite, pour expliquer au public les diverses options possibles du gouvernement et des forces armées, et élaborer des hypothèses sur les actions que ces dernières engageraient à l'avenir. D'ailleurs, les mêmes causes produisant souvent les mêmes effets, ce phénomène a été constaté, à une échelle bien plus importante, lors de la guerre du Golfe presque neuf ans plus tard.

Cet aspect de la couverture des événements fut souvent critiqué, en particulier par le MoD et les forces armées, qui avaient le sentiment que les médias diffusaient déjà trop d'informations pouvant aider l'Argentine. On rappela dans le courrier des lecteurs du *Times* le slogan bien connu de la Deuxième Guerre, « *careless talk costs lives* »¹. Certains journalistes attirèrent l'attention des équipages sur le fait, vérifiable, que la plupart des informations concernées étaient déjà disponibles librement, ayant été publiées dans d'autres secteurs de l'information, comme, par exemple, le livre de référence en matière de navires de guerre, le *Jane's Fighting Ships*, sans doute bien connu des Argentins. D'autres critiques signalaient que, même si les « amiraux de fauteuil » ne diffusaient aucune information solide, ils pouvaient influencer l'adversaire en l'aidant à mieux percevoir la façon dont les Britanniques étaient susceptibles d'agir. On les accusa, en quelque sorte, de permettre à l'Argentine de mieux comprendre les rouages de la mentalité britannique et ainsi de mieux anticiper son mode d'action et l'élaboration de son plan de campagne.

Le sujet prit une telle importance que le gouvernement commandita un travail de recherche pour évaluer la portée des « fuites » éventuelles de la part de ces « experts ». L'essentiel des résultats de cette étude fut publié dans un livre, *The Media and the Falklands Campaign*, de Valerie Adams². Mme Adams

¹Le *Times*, courrier des lecteurs, 8 mai et 22 juin 1982

²Valerie ADAMS. *The Media and the Falklands Campaign*. Londres : Macmillan, 1986

conclut que, dans l'ensemble, l'accusation selon laquelle ces « experts » auraient divulgué des informations utiles à l'ennemi était peu fondée.

Quelques éléments de conclusion

Le facteur primordial de la gestion de l'information par les autorités fut la situation géographique qui permettait une maîtrise particulièrement efficace de l'accès à l'information et de sa diffusion.

Il est clair que le ministère ne souhaitait pas une diffusion rapide et importante d'images (photographies et films) de la zone de guerre, craignant un prétendu « effet Viêt-nam ». Il n'est par conséquent pas totalement invraisemblable qu'il n'ait pas déployé toutes ses énergies pour résoudre les réelles difficultés techniques qui empêchaient une telle diffusion. Il est également clair qu'à de nombreuses reprises les dépêches provenant des correspondants de guerre ne sont pas arrivées à Londres aussi rapidement que les journalistes l'auraient souhaité. Faut-il pour autant tenter un procès pour complot de dissimulation de l'information ? Les journalistes se plaignaient que leurs dépêches arrivaient trop tard pour être publiées. Leurs plaintes concernaient surtout le non-respect des délais, et non pas une suppression totale des informations, hormis quelques détails. D'ailleurs, si une telle entreprise avait effectivement eu lieu, on aurait pu s'attendre à une grande quantité de révélations de la part des journalistes à leur retour. Il n'en a rien été. Tout au plus ont-ils reproché aux autorités d'avoir cherché par tous les moyens — certains acceptables, d'autres moins — à promouvoir l'image d'une progression maîtrisée et inexorable vers la victoire.

L'image générale donnée de la guerre par les médias était donc assez « aseptisée », mais, comme nous le verrons lorsque nous étudierons l'iconographie, l'absence de photographies ou d'images télévisuelles illustrant l'horreur de la guerre et publiées ou diffusées pendant le conflit peut aussi s'expliquer, au moins en partie, par le choix des rédactions d'éviter le sensationnel et le mauvais goût.

Sans doute faut-il aussi insister sur l'effet de l'absence de journalistes étrangers, qui se seraient vraisemblablement montrés globalement moins « compréhensifs » à l'égard des actions et des objectifs de la Task Force que leurs homologues britanniques. Leur présence aurait sans doute apporté un

plus grand recul critique, tout en donnant une plus grande crédibilité à l'information britannique. *A posteriori*, les autorités reconnurent qu'elles avaient commis une erreur en négligeant d'inclure un certain nombre de représentants des médias étrangers.

Enfin, et pour apporter une certaine perspective historique aux critiques dont nous venons de faire l'inventaire, si on compare la situation des médias aux Malouines à celle qu'ils connurent en 1990 et 1991 pendant la guerre du Golfe, on pourrait presque se satisfaire de cette gestion de l'information pourtant vivement décriée à l'époque.

Le *Times* et la gestion de l'information

Le *Times*, bien entendu, subit les mêmes contraintes que ses confrères. On peut toutefois signaler que le *Times* tint à préciser ce fait, dans un texte que nous citons au chapitre IX de la deuxième partie. Son correspondant de guerre, John Witherow, fut l'un des journalistes qui furent un moment bloqués sur un bâtiment qui naviguait loin de la zone des combats. C'était la première observation figurant dans le mémorandum présenté par le *Times* à la Commission de Défense de la Chambre des communes :

« The Times, in particular, was frustrated over the delays inflicted on the despatches of its staff correspondent with the Task Force, John Witherow. John Witherow and four other national daily newspaper correspondents were removed from East Falkland for no very good reasons, so that these papers "missed" two weeks of the land action between the landings at San Carlos until Bluff Cove. In general, however, we would acknowledge that the public received a fair and undistorted coverage of the war, despite the delays on despatches and pictures¹. »

Le *Times* fut ainsi obligé d'utiliser les dépêches envoyées par d'autres correspondants et diffusées dans le cadre des accords de partage, ou *pool*. Il signalait également à la Commission qu'il déplorait le fait que les dépêches d'« un ou deux journalistes » aient été transmises plus rapidement que celles de leurs confrères. Il s'agissait certainement de Max Hastings. Par ailleurs, il regrettait le fait que certains retards semblaient avoir été provoqués délibérément, constituant ainsi une forme de censure :

¹ HCDC, p. 119

« ... correspondents should not be subjected to effective censorship through delaying tactics¹. »

M. Douglas-Home, le rédacteur en chef, fut reçu par la Commission le 9 novembre 1982. Une nouvelle fois il exprima le mécontentement du journal à propos de la façon dont Witherow, ainsi que ses quatre camarades, avaient été traités. En revanche, il estimait que la quantité d'information reçue en Grande-Bretagne avait été tout à fait satisfaisante :

« ... if you look back as a contemporary historian a year from now, comparing the actuality with the reportage of the actuality — what the British public received — you would be very favourably impressed with how much they received, and you would note in passing that although there may have been a time delay between actuality and propagation it was not of very great significance ... I feel that on the whole the information which the public received from a variety of sources was pretty good, given the exigencies of the operation². »

¹ *Ibid.*, p. 121

² *Ibid.*, p. 360

Chapitre IV

Le *Times* : identité et caractère

Historique

Au mois d'avril 1982, lorsque éclata la nouvelle de l'invasion des îles Malouines, le *Times* venait de traverser une période particulièrement turbulente, et ressentait certainement encore les retombées des événements des mois qui venaient de s'écouler.

On se rappellera qu'après la mort, en 1976, de Lord Thomson, qui en avait été le propriétaire depuis 1966, le *Times* connut de graves problèmes avec les syndicats représentant les ouvriers d'imprimerie. 1977 fut une année particulièrement difficile. Devant l'opposition déterminée des ouvriers, le groupe Thomson entama une partie de bras de fer, menaçant de fermer le journal. Les syndicats restèrent campés sur leurs positions, ne croyant sans doute pas que le groupe mettrait sa menace à exécution. Ils se trompaient. Les propriétaires semblaient avoir perdu patience, et s'être lassés des conflits incessants. Après le numéro du 30 novembre 1978, le *Times* cessa de paraître. Il fallut attendre le 22 octobre 1979 pour qu'un accord fût enfin conclu. Le journal put reprendre sa publication, après presque onze mois de silence.

La reprise fut difficile. Certes, les syndicats avaient perdu la bataille, mais *Times Newspapers Limited (TNL)* était loin d'en sortir victorieux. Le journal avait perdu des lecteurs qui, pendant ces onze mois de fermeture, avaient pris de nouvelles habitudes de lecture. Pire encore, l'accord ne réglait pas définitivement le contentieux entre propriétaires et syndicats, et le 22 août 1980, ce furent les journalistes qui se mirent en grève à leur tour. Le 22 octobre le groupe Thomson décida de se défaire de *TNL*, et fixa la date limite de la vente au 14 mars 1981.

Le 13 février 1981, M. Rupert Murdoch acheta *TNL*. D'aucuns eussent voulu que l'achat fût interdit par la Commission des monopoles et des fusions, la *Monopolies and Mergers Commission*, arguant que M. Murdoch possédait déjà le *Sun* et l'hebdomadaire le *News of the World*, mais celle-ci renonça à agir. Il faut reconnaître que Murdoch devait paraître le seul espoir de survie du *Times*. M. William Rees-Mogg, rédacteur en chef depuis 1967, donna sa démission le 6 mars 1981.

Le 9 mars, M. Murdoch nomma M. Harold Evans, jusque-là rédacteur en chef du *Sunday Times*, à la tête de la rédaction du quotidien. Le *Sunday Times*, sous M. Evans, s'était taillé une solide réputation dans le journalisme d'enquête, avec un penchant pour des enquêtes « sociales ». Le *Sunday Times* avait une âme : il s'était, par exemple, mis en campagne contre Distillers, groupe auquel appartenait la société qui avait fabriqué et mis sur le marché le médicament anxiolytique *Thalidomide*, qui, administrée à de futures mères, avait provoqué des malformations importantes chez leurs bébés. La justice progressait avec une lenteur que Harold Evans trouvait excessive et contraire aux intérêts des victimes, et il décida de braver la loi qui l'empêchait de donner des informations sur un procès encore en cours (*sub judice*). C'était une lutte dont Evans était particulièrement fier.

Evans ne partageait pas totalement les idées de M. Murdoch. Le *Sunday Times* avait même soutenu les travaillistes en octobre 1974¹. Très rapidement M. Murdoch se lassa de son nouveau rédacteur en chef, et le lui fit savoir. M. Evans répondit que son propriétaire faisait tout son possible pour miner son autorité. L'on ne saura peut-être jamais les véritables motifs de la désaffection de M. Murdoch envers M. Evans. Ce dernier, dans le livre qu'il publia peu après sa « démission », se plaint des ingérences du propriétaire

¹voir Harold EVANS. *Good Times, Bad Times*. Londres : Weidenfeld & Nicholson, 1983, p. 226

dans les affaires qui, selon lui, relevaient de la seule compétence du rédacteur en chef. M. Murdoch, de son côté, explique que M. Evans fut renvoyé parce que sa gestion était trop dispendieuse.

L'affaire prit des proportions de scandale. Techniquement, le propriétaire ne pouvait agir sans l'aval du Conseil d'Administration. En pratique, toujours selon M. Evans, M. Murdoch lui rendait la vie au journal tellement invivable qu'il finit par céder, et le 15 mars 1982 il donna sa démission, non sans avoir négocié une prime de départ estimée à £260 000. Le livre de M. Evans, *Good Times, Bad Times* donne sa version des faits.

Le 18 mars 1982, M. Murdoch nomma Charles Douglas-Home au poste de rédacteur en chef. Neveu de l'ancien Premier ministre (1963-1964), il avait été le « Deputy Editor » ou rédacteur en chef adjoint de Harold Evans. Douglas-Home avait été officier dans l'armée, et avait commencé sa carrière journalistique comme correspondant du *Times* en matière de Défense, un détail qui n'est pas sans intérêt pour apprécier son rôle au cours de la campagne pour reprendre les îles Malouines. Par ailleurs, son engagement politique nettement à droite est un facteur qui a dû peser dans les choix du *Times* quinze jours seulement après sa nomination.

L'écrivain John Mortimer, dans un article écrit pour le magazine commémorant le 200^{ème} anniversaire du journal, souligne l'importance de cette période, de la fin des années 70 jusqu'à la veille du conflit des Malouines :

« The shut-down, the changes of proprietor, the editorship of Mr Harry Evans, and Mr Evans' book, which read like a couple of dozen riveting episodes from *Dynasty*, threw a new and unexpected light on *The Times*¹. »

Le *Times* : son rôle et son importance

On s'accorde à attribuer au *Times* un statut un peu à part. C'est sans aucun doute le quotidien britannique le plus célèbre, et on le place parmi les journaux les plus influents de la Grande-Bretagne. Certes, le *Times* de 1982 n'avait pas le prestige dont il jouissait à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles, époque où le Foreign Office se plaignait qu'en matière d'affaires

¹ *The Times, Past, Present Future — To celebrate two hundred years of publication*. Londres : 1984, p. 9

étrangères le *Times* fût mieux informé que lui, et où le roi George V lui-même lui reconnaissait une grande influence¹. Le prestige du *Times* a probablement souffert de la concurrence, notamment depuis la parution en 1986 de l' *Independent*. Cela dit, son statut spécial était encore relativement intact en 1982.

Il y a sans doute deux approches principales à adopter lorsqu'il s'agit d'évaluer l'influence d'un journal. On peut d'une part étudier la façon dont le journal lui-même se juge, et d'autre part tenir compte de l'appréciation de ses lecteurs et ses critiques, et de l'importance qu'ils lui accordent. Il convient notamment de mesurer le poids que l'on attribue aux éditoriaux, qui représentent l'opinion du journal lui-même, ainsi qu'au courrier des lecteurs. Cette dernière rubrique est particulièrement intéressante. L'influence du courrier des lecteurs dépend de l'autorité des personnes qui y contribuent. Or, les personnes d'influence et d'autorité auront tendance à préférer un forum auquel ils accordent une certaine influence et autorité. Comme souvent dans le domaine de l'influence et de l'autorité, il s'agit d'un processus quelque peu circulaire.

Nous aborderons la question de l'influence et de l'autorité du *Times*, d'abord tel qu'il les représente lui-même, et ensuite tel qu'elles sont vues par les autres : évaluations données par les lecteurs, références au journal dans les débats parlementaires. Enfin, nous étudierons le rôle joué par le *Times* dans la démission de Lord Carrington, à l'aide des mémoires de Lord Whitelaw et de Lady Thatcher.

Influence et autorité du le *Times*, vues par lui-même

Conseils donnés dans les éditoriaux

Le *Times* a (peut-être devrait-on dire *avait*) un surnom, celui du « Thunderer ». Si ce surnom ne s'entend qu'assez rarement aujourd'hui, il représente néanmoins une tradition qui est facilement rappelée par des observateurs actuels. En témoigne cette observation lyrique faite par l'auteur

¹ Il s'agissait en fait d'une boutade. On raconte que le roi reçut une lettre d'un ami lui demandant d'intervenir pour faire avancer un dossier difficile. Le roi aurait répondu qu'il n'y pouvait rien, mais qu'une lettre au *Times* devrait suffire. « ... it was George V who, approached by a friend hoping that a word from His Majesty in the right quarter would solve a difficulty, said: 'My dear fellow. I can't help you. You'd better write to *The Times*.' ».
Ibid., p. 113

de *We Thundered Out*¹ sur le ton employé dans les éditoriaux à l'époque du rédacteur en chef Sir William Haley² :

« Haley's leaders [...] shook the country, rattled the Government and made *The Times* a trumpet in the land again³. »

Quelle est l'influence que le *Times* peut exercer sur le gouvernement en place? Charles Douglas-Home prit soin de ne pas surestimer l'influence des éditoriaux publiés par le quotidien :

« Do you think leaders have any effect? »

« Yes, I do. But I don't think ministers wet their knickers with terror if we criticise them, if that's what you mean⁴. »

Il est relativement facile de constater que le *Times* se permit souvent de donner des conseils, parfois assez appuyés, au gouvernement pendant la période que nous étudions. Nous y reviendrons dans le détail lorsque nous présenterons les résultats de notre étude du discours des éditoriaux, dans la troisième partie de ce travail. Retenons simplement que le *Times* « tonne » encore, même si la puissance de sa foudre n'est pas toujours aussi forte qu'autrefois.

On retiendra, néanmoins, au cours de la guerre des Malouines, l'éditorial du 5 avril, « We are all Falklanders Now ». Cet article a sans doute fait couler bien plus d'encre que tous les autres textes du *Times* pendant le conflit des Malouines. L'éditorial a été cité par le *Times* lui-même parmi les faits marquants de son histoire. En effet, le magazine spécial qu'il publia pour commémorer son bicentenaire le mentionne dans sa chronologie des événements majeurs des 200 ans qui s'étaient écoulés depuis la création du *Daily Universal Register* en 1785, avant de devenir le *Times* en 1788⁵. Le caractère « historique » de ce texte, même s'il ne faut pas en exagérer l'importance, peut être apprécié lorsque l'on sait que ce fut le seul éditorial publié dans les six années qui s'étaient écoulées depuis l'avènement au pouvoir de Mme Thatcher en 1979 à figurer dans cette chronologie.

¹ Philip HOWARD. *We Thundered Out*. Londres : Times Books, 1985

² Haley fut rédacteur en chef de 1952 à 1967

³ Philip HOWARD. *op. cit.*, p. 120

⁴ *The Times, Past, Present, Future, To celebrate two hundred years of publication*. Londres : Times Newspapers, 1985, p. 19

⁵ *Ibid.*, p. 139

Influence et autorité du *Times*, vues par les autres

Les opinions sur l'autorité qu'il convient d'accorder au *Times* varient considérablement. Certains lecteurs considèrent que le *Times* est insupportablement pompeux lorsqu'il se prononce dans ses éditoriaux, alors que d'autres manifestent un très grand respect.

On peut retenir, comme indice de l'appréciation des lecteurs à cet égard, les diverses réactions provoquées par l'éditorial « We are all Falklanders Now ». Les lecteurs trouvaient le style, pour les uns, grandiloquent, pour les autres, absurdemment rhétorique, le fond clair et bien réfléchi, ou, au contraire, quasi hystérique. Voici quelques extraits du courrier des lecteurs à ce sujet :

« I have read your beautifully written editorial today (April 5) [...]¹. »

« The 19th century rhetoric of your leader today (April 5) surpasses that of the hysteria of the Suez days. Clearly your operatic words carried into practice would mean the death of the Falklands people and the probable death, injury, or incarceration of some thousands of British people in Argentina². »

« Your leading article 'We are all Falklanders now' was neither jingoistic nor claptrap as some of your correspondents think. Rather it expressed the realism of a people who have come to terms with Britain's more modest post-imperial place³. »

Il est évident, à la lecture de ce qui précède, que l'éditorial a soulevé des réactions extrêmement variées (et il est tout à l'honneur du *Times* d'avoir imprimé des lettres qui ne lui étaient pas toutes favorables ...). Il est clair que ces lecteurs reconnaissent implicitement l'influence de l'éditorial. Sinon ils n'auraient pas pris la peine d'écrire pour louer ou critiquer son style ou son contenu.

Ce constat, pour intéressant qu'il soit, ne peut cependant suffire pour mesurer l'impact du *Times*. On ne saurait se satisfaire de l'avis des lecteurs — et qui plus est des seuls lecteurs dont le courrier a été publié par le journal lui-même — pour évaluer l'influence d'un journal. Toutefois, l'intérêt du courrier des lecteurs est tel que nous lui consacrons un chapitre à la troisième partie.

¹ Le *Times*, 6 avril 1982, p. 14, lettre de M. Vasant Kothari

² *Ibid.*, 8 avril 1982, p. 11, lettre de M. Ronald Gray

³ *Ibid.*, 14 avril 1982, p. 9, lettre de M. T. W. Beastall

Qu'en était-il des parlementaires ? Citaient-ils le *Times* plus souvent que les autres journaux dans les débats à la Chambre des communes ?

Articles du *Times* cités lors de débats parlementaires

En effet, un indice intéressant de l'influence du *Times* au sein de l'Establishment est fourni par les comptes rendus des débats parlementaires. Il est relativement aisé d'identifier les journaux auxquels les parlementaires firent référence pendant la période de la crise des Malouines, en examinant le recueil des comptes rendus des débats concernant cette campagne et publié par HMSO. Conformément à l'usage, les noms des journaux sont imprimés en caractères italiques, ce qui facilite grandement la recherche.

En voici les résultats¹ :

<i>The Times</i>	4	(p. 24, 25, 81, 211)
<i>The Sunday Times</i>	2	(p. 192 & 233)
<i>The Daily Telegraph</i>	1	(p. 24)
<i>La Prensa</i>	1	(p. 29)
<i>The Sun</i>	1	(p. 233)
<i>The Daily Mail</i>	1	(p. 233)
<i>The New York Times</i>	1	(p. 243)

Il ressort clairement de relevé que le *Times* et le *Sunday Times* étaient de loin les journaux les plus fréquemment cités. Certes, 4 références au *Times* en 361 pages ne représentent pas un résultat très significatif. A titre de comparaison, on peut noter que la BBC est mentionnée beaucoup plus souvent, quoique cela puisse s'expliquer, au moins partiellement, par l'importance que prit l'affaire *Panorama* à laquelle nous reviendrons dans notre deuxième partie.

Les références au *Sun* et au *Daily Mail* n'en constituaient en fait qu'une seule, dans un propos tenu par M. Michael Foot, en réponse aux critiques venant des bancs conservateurs au sujet de l'émission de *Panorama*. *La Prensa* fut citée par M. Denis Healey, qui dit à la Chambre que ce journal argentin avait suggéré la probabilité d'une attaque militaire dirigée contre les îles Malouines au mois de janvier 1982. Le *New York Times* y figure puisqu'il avait

¹ Certaines allusions ne furent pas reprises dans le recueil. M. Russell Johnston, par exemple, cita *The Guardian* au cours du débat du 3 avril 1982.

rapporté une observation faite par M. Haig, et là encore ce fut M. Denis Healey qui fournit la citation. La présence de ces deux journaux étrangers peut s'expliquer par l'intérêt particulier de M. Healey lui-même pour les relations avec l'étranger. Enfin le *Daily Telegraph* fut cité avec le *Times* par M. Foot, à la suite des allégations qu'ils rapportaient, selon lesquelles Londres aurait été informé de la probabilité d'une attaque dix jours avant la date de l'invasion.

Les références au *Times* méritent qu'on les examine dans le détail afin d'évaluer le degré d'autorité que lui accordaient les députés. Les références au *Sunday Times* ont également été analysées, parce que bien qu'il ne constitue en aucune manière une édition dominicale du *Times* — c'était, et c'est encore aujourd'hui, un journal tout à fait indépendant — il figurait tout de même à côté du *Times* au sein du groupe de M. Murdoch, *News International*. Voici les extraits des débats parlementaires correspondant à ces références :

« Mr Foot: Has the right hon. Lady been able to study this morning the reports in many newspapers such as *The Daily Telegraph* and *The Times* that the information about the attack was known in London 10 days before the invasion? [...]»¹ »

« The Prime Minister: [...] If the right hon. Gentleman looks at his copy of *The Times* he will see that there is a phrase to the effect that they knew there were ships but did not know their intent². »

« Sir Philip Goodhart [...] I join in the congratulations given to those who have been responsible for organising the task force. As *The Times* rightly said, it was an astonishing achievement³. »

« Mr Denis Healey [...] I see that the United Nations Secretary-General is reported in today's edition of *The Times* as saying that the suspension of the peace initiative by Mr Haig had created a diplomatic vacuum which only the United Nations could fill⁴. »

« Mr Tony Benn: Has the Foreign Secretary's attention been drawn to the fact that in *The Sunday Times* a public opinion poll showed that six out of ten people in Britain were not prepared to see one Service man's life or a Falkland Islander's life put at risk [...]»⁵. »

¹ *The Falklands Campaign - A Digest of Debates in the House of Commons 2 April to 15 June 1982*, Londres : HMSO, 1982, p. 24

² *Ibid.*, p. 25

³ *Ibid.*, p. 81

⁴ *Ibid.*, p. 211-212

⁵ *Ibid.*, p. 192

« Mr Ashton: Will the Prime Minister comment on the reports in *The Sunday Times* two days ago that last Thursday Fleet Street was promised an announcement by Mr Ian McDonald at six o'clock that two Harrier jets had gone down but that it was delayed until nine o'clock because it was polling day and there would have been an effect on the vote ?¹ »

Rappelons en passant que le Premier ministre démentit vigoureusement cette dernière accusation.

L'une des conclusions que l'on peut tirer de ces extraits est qu'ils confirment la réputation des journaux dits « de qualité », puisque les informations publiées dans le *Times* (ainsi que le *Sunday Times* et le *Daily Telegraph*) sont considérées comme suffisamment fiables pour justifier une demande de confirmation. Un des députés ci-dessus cités, M. Goodhart, fit indirectement un compliment au *Times* lorsqu'il dit que les informations dans le *Times* étaient exactes. Il est intéressant de noter que le Premier ministre proposa au leader de l'Opposition de se reporter à son exemplaire du *Times* pour corriger sa lecture inexacte des faits. Il semblerait ainsi vérifié que les « top people » lisent effectivement le *Times*². Il est également intéressant d'observer qu'elle lui proposa de consulter « son exemplaire » ; ou bien il allait de soi qu'il en avait un sur lui, ou bien le Premier ministre pouvait constater *de visu* qu'il en était ainsi. Il est au moins vraisemblable que ce fût le premier cas ; le *Times* était en quelque sorte une institution.

Le *Times* et la démission du ministre des Affaires étrangères

Écrivant au sujet de la démission de Lord Carrington³, Lord William Whitelaw, ministre de l'Intérieur (*Home Secretary*) en 1982, n'entretenait aucun doute quant à l'influence du *Times*. Dans ses mémoires il rappelle :

« When I read *The Times* leader on the Monday morning I was even more deeply depressed, for I knew then finally that Peter Carrington would certainly resign. *The Times* had told him to do his duty, by which of course they meant precisely that. It was, in my judgement, a most astonishing leader for *The Times*, of all newspapers, to publish, for Peter Carrington's value to the nation as Foreign Secretary was not something to be written off so glibly. Naturally, the tabloid press was more dramatic and indeed, in

¹ *Ibid.*, p. 233

² Le plus célèbre des slogans publicitaires utilisés par le *Times* et lancé en 1957 : « Top people take the *Times* »

³ Nous reviendrons à cet épisode de la crise au cours du chapitre suivant.

some cases, worse. But they would have been easier to disregard¹. »

Lord Whitelaw sentait bien qu'à partir du moment où le *Times* avait tranché si nettement en faveur du départ du ministre des Affaires Étrangères, ce dernier n'avait guère d'autre choix que de s'y conformer. Ce n'était peut-être que la dernière goutte, mais une dernière goutte qui avait son importance.

On remarquera que pour Lord Whitelaw, le *Times* s'accorde au pluriel, soulignant ainsi le caractère collectif des éditoriaux. On remarquera également l'étonnement de Lord Whitelaw devant le comportement du *Times*. Sans doute aurait-il préféré que le quotidien fasse preuve de davantage de *gravitas* et de responsabilité, plutôt que d'accabler Lord Carrington et de précipiter sa démission, privant ainsi la nation de ses compétences à un moment où elle en avait cruellement besoin. Enfin, on observera que si le *Times* était tout de même bien plus mesuré dans ses propos que la presse populaire, son influence était telle que l'on ne pouvait la négliger.

Lady Thatcher partageait l'analyse de Lord Whitelaw ; dans sa biographie, elle écrit :

« Having seen Monday's press, in particular the *Times* leader, he decided that he must go². »

Comme à de nombreuses reprises dans l'histoire du quotidien, son avis a joué un rôle déterminant³.

Le *Times* et la presse britannique

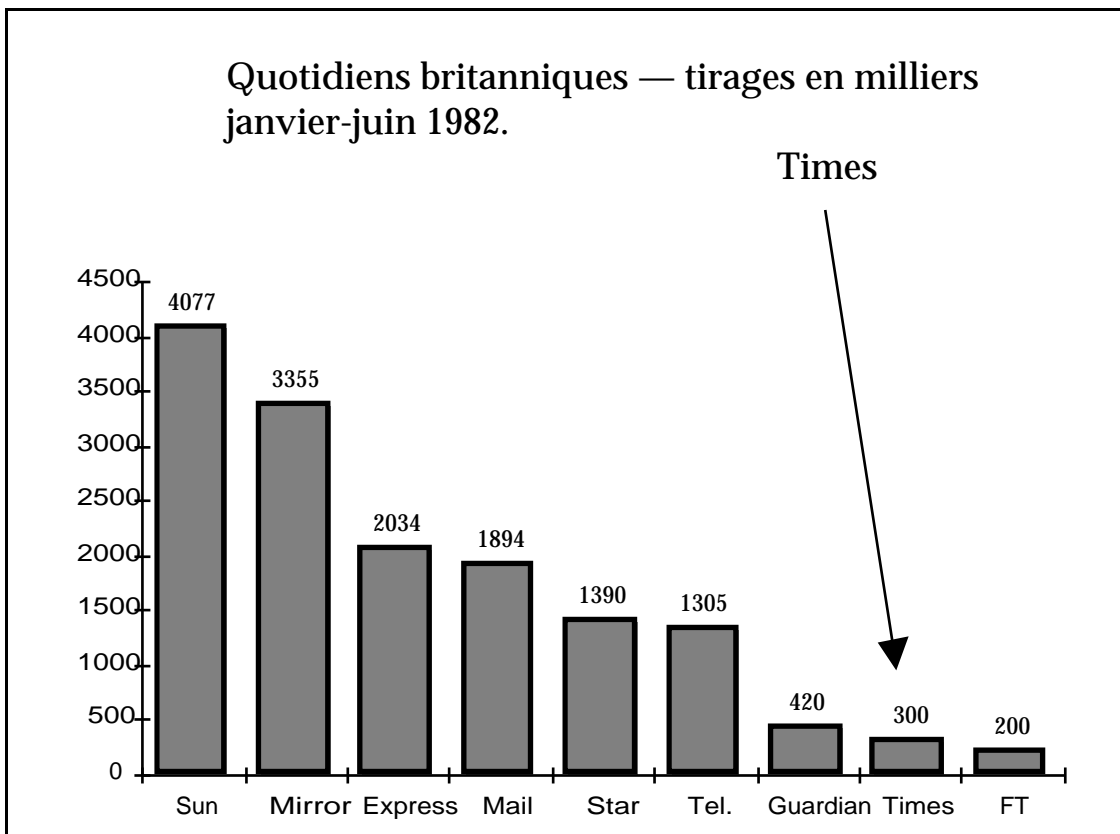
Avant de passer brièvement en revue un certain nombre de caractéristiques essentielles du *Times*, il conviendrait d'insister sur un aspect qui n'est pas toujours bien perçu. En effet, bien que le *Times* jouisse d'un prestige et d'une réputation, en Grande-Bretagne et à l'étranger, qui le classe parmi les

¹ William WHITELAW. *The Whitelaw Memoirs*. Londres : Headline Book Publishing, 1990 p. 267

² Margaret THATCHER. *The Downing Street Years*. Londres : Harper Collins, 1993, p. 186

³ C'est ainsi que certains ont reproché au *Times* d'avoir joué un rôle majeur dans la décision d'Édouard VIII d'abdiquer en 1936. L'accusation, de Lord Beaverbrook, a été contestée, mais le simple fait qu'elle ait pu être ainsi formulée témoigne de l'influence que l'on attribuait au quotidien (voir Philip HOWARD. *op. cit.*, p. 104-106).

journaux nationaux les mieux connus et les plus respectés, avec *Le Monde* et *Die Welt* en Europe, et le *Washington Post* aux États-Unis, son tirage est peu élevé si on le compare à un certain nombre d'autres quotidiens britanniques. Il est vrai que le tirage du *Monde* n'est pas très différent de celui du *Times*¹ : le tirage du *Monde* à l'époque de la crise des Malouines dépassait légèrement 500 000, selon le *Times*². Le tirage du *Monde* est assez comparable à ceux de ses rivaux de la presse nationale, et même le tirage d'*Ouest-France*, le quotidien français aux plus fortes ventes, n'était que deux fois plus élevé. Il en va tout autrement de la situation du *Times* et de ses concurrents britanniques. Le quotidien le plus vendu en Grande-Bretagne en 1982, le *Sun*, vendait environ treize fois plus d'exemplaires que le *Times*. L'histogramme suivant permet d'apprécier la relative importance en termes de tirages des principaux quotidiens britanniques de 1982 :



Source : Audit Bureau of Circulation, 1982

¹ Selon un article dans l'*Observer* du 6 juin 1982, le tirage du *Times* augmenta légèrement pendant le conflit pour atteindre 314 000. Le tirage du *Guardian* monta de façon plus nette pour atteindre le chiffre record de 440 000, soit 50 000 de plus qu'en 1981 à la même période.

² Le *Times*, 3 mai 1982, p. 5

Il ressort de façon très claire que l'influence qualitative du *Times* ne s'accompagne pas d'une importance quantitative comparable à celle des grands quotidiens populaires. On considère que le lectorat du *Times* équivalait à environ un million de personnes. Ce chiffre est bien loin des chiffres correspondants concernant les journaux télévisés. Le principal journal télévisé d'ITN, *News at Ten*, passait d'une moyenne d'environ 14 millions de téléspectateurs en temps « normal » à une moyenne de 16 millions et un maximum de 17,5 millions le 25 avril 1982. Quant au principal journal télévisé de la BBC, *Nine O'Clock News*, il atteignait fréquemment plus de dix millions de téléspectateurs, contre 7 ou 8 millions habituellement¹. Le 4 mai, le jour de l'attaque contre le *Sheffield*, 12 millions de personnes entendirent le responsable des Relations Publiques M. Ian McDonald l'annoncer en direct sur le *Nine O'Clock News*. C'est le chiffre d'écoute le plus élevé qu'ait enregistré cette émission pendant le conflit². Selon la rubrique « Information Service », à la dernière page du *Times*, qui rapporta de temps à autre les chiffres de l'« Audimat » britannique, entre 10 et 14 millions de personnes regardaient *News at Ten*.

Bien évidemment, la réputation du *Times* ne dépend pas de ses seuls chiffres de vente. Elle est sans doute liée à plusieurs facteurs, notamment au rôle dont il s'enorgueillit de « *journal of record* », ainsi qu'à l'influence de ses rubriques d'opinion, ses éditoriaux, son courrier des lecteurs, et ses articles de fond rédigés par des personnalités extérieures au journal. Le *Times* s'est toujours efforcé de fournir des comptes rendus de qualité des sessions parlementaires, ainsi que des affaires juridiques, universitaires et religieuses, sans parler de son carnet des rendez-vous de la Cour. De plusieurs points de vue, il constitue un bon exemple de ce que la presse peut fournir dans un domaine où les médias audio-visuels ne peuvent pas la concurrencer : celui du reportage et du commentaire de fond qui privilégient le détail. Cette préoccupation du détail et du commentaire de fond caractérise les rubriques d'information et d'opinion du *Times*, comme, d'ailleurs, de ses confrères de la presse écrite de qualité en 1982, le *Daily Telegraph*, le *Guardian*, et, d'une façon un peu différente puisque très spécialisée, le *Financial Times*.

Un autre aspect du lectorat du *Times* mérite d'être souligné. Si, d'un point de vue purement statistique, le lectorat du *Sun* est au moins dix fois

¹ Valerie ADAMS. *The Media and the Falklands Campaign*. Londres : Macmillan, 1986, p. 49

² Robert HARRIS. *op. cit.*, p. 67

plus important que celui du *Times*, l'importance peut être définie selon d'autres critères, qui, eux, donneraient l'avantage au *Times*. Il est peut-être inconvenant de procéder à des comparaisons qualitatives de ces deux lectorats, mais il faut signaler le poids des lecteurs du *Times*, ainsi que de ceux de ses rivaux de la presse de qualité, dans la société britannique. Les « top people » ne lisent pas tous le *Times* (surtout depuis l'avènement de l'*Independent*), mais une proportion très importante d'eux se compte parmi ses lecteurs fidèles.

Place des rubriques d'opinion dans le *Times*

Pour le *Times*, le courrier des lecteurs et les éditoriaux sont d'une importance capitale. Les éditoriaux s'appellent les « *leading articles* » ou « *leaders* », et la table des matières à la première page, reflétant ainsi une certaine hiérarchie, commence toujours avec « *Leader page* », « *Letters to the Editor* » et « *Leading Articles* », et ensuite « *Features* ». La « *leader page* » se trouve toujours aux pages intérieures, sur la page de droite, page sur laquelle, selon les études, se porte en priorité le regard du lecteur¹; outre le « logo » du *Times*, elle comprend les éditoriaux et le courrier des lecteurs. Traditionnellement, cette page se trouvait au centre du journal, mais M. Harold Evans obtint — non sans mal, tant le respect de la tradition est profondément ancré chez les journalistes du *Times* — qu'elle puisse se déplacer en fonction de l'équilibre entre les différentes rubriques (et les pages de publicités et d'annonces). La page correspondante à gauche, que le personnel appelle la « *op. ed. page* », c'est-à-dire la page en face de celle des éditoriaux, comprend les « *features* », en général articles d'opinion écrits par des personnalités diverses, et le « *Times Diary* », une collection de paragraphes de rumeurs, de plaisanteries, de nouvelles diverses et curieuses. Le tout constitue un ensemble, l'opinion exprimée par l'éditorialiste étant commentée, confirmée ou contrée par les opinions des lecteurs et des « *contributors* » aux « *features* ».

Ces « *features* », ou articles de fond, constituaient en 1982 une véritable plate-forme permettant à des personnalités extrêmement diverses d'exprimer

¹ voir Jean-Claude SERGEANT. *Les éditoriaux des quotidiens nationaux britanniques*. Doctorat d'État présentée à l'Université de la Sorbonne Nouvelle, Paris, 1980, note 27 p. 173, « The theory that readers are more interested in comment than in news inevitably provided (and it still provides) *The Times* with leaders on the right-hand page.»

leurs points de vue. Le rédacteur en chef était très sensible au rôle dévolu à cette rubrique. Lorsque, en 1984, dans un entretien publié dans le magazine spécial commémorant les 200 ans du journal, on demanda à M. Douglas-Home si un journal n'était pas plus vivant quand il attaquait le gouvernement, il répondit :

« We have the page opposite the leaders for that. That's really Speaker's Corner. The *Times'* middle page is open to Ken Livingstone, Eric Heffer and all comers¹. »

Le « Times Diary » ajoute une note d'humour dans ses commentaires sur l'actualité, et parfois relate quelques faits « marginaux ».

Un autre élément souligne l'importance que le *Times* accorde à l'opinion. Jusqu'en 1966, la première page du journal était entièrement consacrée aux « Personal Columns », correspondant au « Carnet » du *Monde*, auquel on aurait ajouté des annonces personnelles et de la publicité. Il n'y avait que de très rares exceptions à cette règle, quand surgissait un événement d'une telle importance que la décision était prise de bousculer l'ordre habituel pour lui consacrer la une. Ce fut le cas pour la bataille de Trafalgar en 1805, et pendant quelques mois² au début de la Première Guerre Mondiale, l'édition spéciale de dimanche se présentait sous un aspect très proche de celui du *Times* d'aujourd'hui³. De même la première page du *Times* du 25 janvier 1965 fut entièrement consacrée à l'annonce de la mort de Sir Winston Churchill. Il y eut même deux photographies du grand homme. Mais ce fut tout à fait exceptionnel. Même le 7 juin 1944, lorsque le journal put informer ses lecteurs du débarquement des alliés en Normandie, la première page ne changea pas. Seul le titre « Great Assault Going Well » à côté de l'en tête du *Times* indiqua la nouvelle ; le reste de la page annonçait, entre autres choses, l'Assemblée Générale de la « Royal Empire Society », et proposait un grand choix de voitures d'occasion. L'information fut développée dans les pages intérieures.

Donc, en dehors de quelques très rares exceptions, les informations les plus importantes se trouvaient tout naturellement à la « *Leader page* », de telle sorte que le résumé des informations du jour, la table des matières, et les articles d'information côtoyaient le courrier des lecteurs, ou « *Letters to the*

¹ *The Times, Past, Present Future — To celebrate two hundred years of publication*. Londres : 1984, p. 19

² Du début du mois d'août jusqu'au 6 décembre 1914

³ Philip HOWARD. *op. cit.*, p. 89

Editor », et les éditoriaux, ou « *leading articles* ». En quelque sorte, ces deux pages en vis-à-vis constituaient la véritable une, à la fois de l'information et de l'opinion, la page à laquelle tout naturellement le lecteur se reportait pour savoir ce qui se passait dans le monde et connaître les commentaires de la rédaction et des lecteurs sur l'actualité.

Depuis 1966, les actualités sont présentées à la première page, accompagnées de photographies et de « *cartoons* », ce qui donne au journal une présentation sensiblement analogue à celle du *Guardian* ou du *Daily Telegraph*. Il n'y a donc plus de résumé des informations dans les pages intérieures, mais le contenu d'opinion reste à sa place traditionnelle. En fait, aujourd'hui, la première page est la une de l'information, la « *leader page* » la une de l'opinion.

Pour soutenir ce point de vue, nous citerons le rédacteur en chef du journal en 1982, Charles Douglas-Home, dans une conversation sur l'importance et l'influence de cette « une de l'opinion » :

« Journaliste : ' Tell me about the leaders. Do you think people read them ? ' »

Charles Douglas-Home : ' Everyone reads the letters page and they look across and read some leaders. I feel the leader page is the part of the paper I've got to take responsibility for. I've got to be able to stand behind every leader and argue its corner. ' »

[...]

' But do the leaders really reflect your own opinions ? ' I asked.

' They have to. ' ¹ »

Les éditoriaux avaient donc une importance capitale. Ils représentaient en quelque sorte la pensée collective du journal. La question qui se pose alors est la suivante : y avait-il ingérence politique de la part du propriétaire, comme on pourrait le soupçonner à la lecture des accusations de l'ancien rédacteur en chef (dont la position, rappelons-le, était loin d'être neutre), M. Harold Evans ?

¹ *The Times, Past, Present Future — To celebrate two hundred years of publication*. Londres : 1984, p. 19

L'indépendance politique du rédacteur en chef et les options politiques du journal

Il semblerait, d'après les auteurs de *The Fog of War* qui analysa les rapports entre gouvernement et médias pendant la guerre des Malouines, que les rédacteurs en chef n'étaient pas assaillis d'instructions par leurs propriétaires. Il semble également que beaucoup de rédacteurs en chef, et notamment M. Douglas-Home, laissaient une assez grande marge de manœuvre à leurs équipes rédactionnelles :

« Some [editors] seized the opportunity to abandon their intrays and take full charge of the story. Others, like Charles Douglas-Home and Bill Deedes [rédacteur en chef du *Daily Telegraph*] directed their campaigns with greater delegation. No Fleet Street Editor appears to have been faced with proprietorial edicts ; there was no need in a war which the papers supported with varying degrees of commitment. »¹

Quel était, à ce sujet, le point de vue de M. Douglas-Home ? Comment la position politique du *Times* avait-elle évolué depuis sa nomination ? Il donne les précisions suivantes dans l'article de 1984 auquel nous avons déjà fait référence :

[Journaliste :] « ' Has the *Times* moved to the right ? '

[Charles Douglas-Home :] ' Yes. And for two reasons. In history the *Times* always had something to say. But in Casey's time (1948-52) the leaders became very mandarin, setting out all sides of the questions with only the slightest indication of what the paper thought. I think the leaders have to be clear even if you disagree with them. So we support the Government but we attack it for not being radical enough. And we did needle them about rate-capping and the changes in local government. '

' How much influence does the proprietor have on you and the *Times*' politics? »

' You know, we never had a meeting at which he gave me a grand strategy for the *Times*. It just never happened. He's here once a month for a board meeting, but he's so busy he really hasn't got time to interfere. Of course, he fires off ideas like a Gatling gun, but I think he'd be horrified if he thought I'd put them all into practice. But let me tell you, I took Rupert with me to Israel and met a lot of people and on the plane back I was writing a long, long leader with all my views on what we'd seen. When I finished it he never even asked me what I'd written. That shows how little he interferes. '

¹ Derrik MERCER *et al.* *op. cit.*, p. 125

‘ What's the other reason for moving to the right ? ’

‘ Of course I wouldn't do it if I didn't believe in it. But it does make good business sense. If refugees come to us from the *Daily Telegraph*, they can feel they're in a friendly house, even though they may meet a few left-wingers and a bit of rough trade at dinner. ’¹ »

Nous avons eu l'occasion de soumettre la question de l'indépendance rédactionnelle du *Times* par rapport à son propriétaire en 1982 à un journaliste qui y travaillait à cette époque, Anthony Bevins. Il nous a précisé qu'il pouvait confirmer que les propos des auteurs de *Fog of War* s'appliquaient bien au *Times*. A son avis, M. Murdoch n'exerça aucune pression sur le journal à l'égard de sa couverture du conflit des Malouines². S'il avait voulu intervenir pour imposer une certaine ligne, estimait M. Bevins, il aurait été peu probable que le *Times* présente une telle variété d'opinions dans le courrier des lecteurs et dans les articles de fond.

Les éditoriaux — œuvre du seul rédacteur en chef ou œuvre « collective » ?

Bien que les éditoriaux ne soient pas nécessairement le travail du rédacteur en chef lui-même, la pratique veut que le rédacteur en chef lise et, le cas échéant, révise, tous les éditoriaux. En 1982, et cela depuis l'époque de Rees-Mogg, le choix des sujets et des grandes lignes de l'argumentation était arrêté lors de « conférences » préparatoires ; dans l'introduction à *No End of a Lesson - Leading articles from the Times under Charles Douglas-Home*, Mme Jessica Douglas-Home, sa veuve, indique que, même lors de ses fréquents séjours à l'hôpital entre 1982 et sa mort en octobre 1985, il utilisait un système de « téléconférence » par interphone (elle l'appelle le « 'squawk box' system »)³ pour ces réunions.

Si, à l'instar de ses prédécesseurs, M. Douglas-Home n'écrivait pas tous les éditoriaux, il en rédigeait un certain nombre, surtout lors de la guerre des Malouines :

¹ *The Times, Past, Present Future — To celebrate two hundred years of publication*. Londres : 1984, p. 19

² Correspondance privée, 6 juillet 1989

³ *No End of a Lesson — Leading Articles from The Times which appeared under the editorship of Charles Douglas-Home*. Londres : Alliance Publishers for the Institute for European Defence and Strategic Studies, 1986, p. 14

« Charlie Douglas-Home writes a lot of leaders himself, which William Haley never did¹. »

Toutefois, il est impossible de dire, avec précision, combien. On peut néanmoins s'en faire une idée à la lecture du passage suivant de *Good Times, Bad Times*, le livre de M. Harold Evans :

« An editor who oversees the whole newspaper, which is the common practice in Britain, can lay down a broad policy but he cannot hope sensibly to contribute more than a few leaders a week in a serious newspaper offering argument rather than assertion². »

On peut donc raisonnablement penser que le rédacteur en chef du *Times* en 1982 écrivait quelques éditoriaux par semaine. Il était par conséquent — de l'avis de M. Harold Evans — d'autant plus important que le rédacteur en chef puisse harmoniser les opinions des autres éditorialistes. Avant l'époque de M. Rees-Mogg, explique-t-il, le rédacteur en chef discutait individuellement avec l'éditorialiste. Rees-Mogg instaura la pratique d'une réunion régulière d'éditorialistes. M. Evans poursuivit cette coutume, et, pour l'essentiel, M. Douglas-Home l'adopta également.

M. Douglas-Home portait un intérêt tout particulier aux domaines de la Défense et des Études Stratégiques. Voici comment le propriétaire Rupert Murdoch décrivit cette prédilection lors d'un hommage à son rédacteur en chef après sa mort :

« The study of the nation's defence runs like a strong thread throughout the all-too-short life of Charles Douglas-Home. At 19 he was commissioned into the Royal Scots Greys, at 21 he was Aide to the Governor of Kenya and at 24, after swiftly mastering the rudiments of journalism, he was already military correspondent of a national newspaper. Before he was 30 he was Defence Correspondent of *The Times*, and although he performed many roles before assuming the editorship, the subjects of defence and strategic studies remained a constant lure. His bookshelves in his office were packed with histories of wars, biographies of generals and peacemakers, and studies of international relations; his somewhat untidy desk was frequently strewn with the latest pamphlets on defence.

Every evening around six o'clock he would be at his desk, revising and headlining the night's leaders, often on such diverse subjects as US-European relations and other aspects of internatio-

¹ *The Times, Past, Present Future — To celebrate two hundred years of publication*. Londres : 1984, p. 14

² Harold EVANS. *Good Times, Bad Times*. Londres : Weidenfeld & Nicolson, 1983, p. 223

nal politics, religion, the welfare state and, during the last years of his life, ' the Third World ' . But if the leader dealt with defence it got special attention¹. »

Il serait donc légitime de supposer que les éditoriaux consacrés à l'affaire des Malouines furent l'objet d'une attention spéciale de la part du nouveau rédacteur en chef, et qu'il en écrivit beaucoup lui-même.

La place privilégiée des éditoriaux

L'intérêt particulier que cette étude consacre aux éditoriaux reflète l'importance que le rédacteur en chef leur accordait.

Nous avons vu ci-dessus que la page des éditoriaux et du courrier des lecteurs, avec les articles de fond disposés en vis-à-vis, constituent en quelque sorte le cœur du journal. La nature quasi sacrée de cet ensemble est soulignée par le fait qu'il n'y a pas de publicité, observation faite par M. Jean-Claude Sergeant dans sa thèse de doctorat sur les éditoriaux dans la presse britannique, à laquelle nous reviendrons plus loin². Par ailleurs, cette importance particulière des éditoriaux provient de l'attention que leur prêtent les chroniqueurs des autres journaux et des autres médias : « C'est l'éditorial du journal qu'on cite dans une revue de presse et c'est lui encore qui assure au journal sa cohérence. »³

Le rôle des éditoriaux, dans la définition de la « ligne » du journal par rapport aux grandes questions du jour, est primordial. Nous venons de citer Charles Douglas-Home à ce sujet. William Rees-Mogg le précise également, et indique la responsabilité qu'il ressentait à cet égard :

« I write, I suppose, about one editorial a week. I should ideally like to write slightly more, but it's fairly difficult to get a long enough patch of the day clear enough ... By and large I leave experts to write leaders on their own subjects, and I write on subjects that I feel I know about. If I think I can write the leader better than anyone else can, then I write it. And this includes, as a reason why I might be able to write it better than anyone else, if in fact I've decided that we ought to take a strong line on something and therefore I feel that if I have taken a strong decision, that I ought to put it forward myself⁴. »

¹ *No End of a Lesson, op. cit.*, p. 11

² Jean-Claude SERGEANT. *op. cit.*, p. 124

³ *Ibid.* p. 125

⁴ Rapporté par J.Cl. SERGEANT. *op. cit.*, p. 192

L'étude des éditoriaux sera donc l'une des clés qui permettront d'identifier les points de vue du journal par rapport aux problèmes auxquels il consacre des textes. Elle devrait également permettre de mettre en lumière la façon dont le journal se perçoit, l'image qu'il a de lui-même, et aussi de relever son style ainsi que les stratégies discursives qu'il met en œuvre pour commenter l'événement, le placer dans son contexte historique et social, et le situer par rapport aux traditions de pensée du journal.

Une ouverture à l'expression libre

Le *Times* en 1982 pratiquait une politique d'ouverture ; de nombreuses personnalités extérieures, représentant une variété très grande d'opinions différentes, s'y exprimaient, soit par le biais du courrier des lecteurs, soit à la « *op. ed. page* ». Le *Times* accueillait dans ses colonnes un large éventail de points de vue, à ceci près que les extrêmes n'y avaient apparemment pas place.

Voici le point de vue d'Enoch Powell au sujet de la liberté intellectuelle, ainsi que l'ouverture à d'autres opinions qui, à son avis, caractérisaient le *Times* sous la direction de Charles Douglas-Home, exprimé dans un article d'opinion (*feature article*) du 11 septembre 1986 :

« There is a *Times* personality. A *Times* leader has its own classic formula, which tempers with counterpoint and occasionally with ambiguity the implications of an original or minority or irreverent line of reasoning. Charlie as editor was captain of a very special ship, and he placed his abilities at its service.

What Charlie Douglas-Home offered on behalf of *The Times* was not so much intellectual partisanship as intellectual hospitality. Under his editorship no interest and no point of view would be excluded *a priori* in obedience to influence or to convention or to sloth¹. »

Cette évaluation était confirmée par la préface du recueil d'éditoriaux du *Times* pendant les années où il fut rédacteur en chef :

« ... he never lost his capacity to accommodate conflicting points of view. His standpoint was that politics is made in a market-place, where goods of variable quality are offered for sale. However misguided a writer might be, therefore, Charlie would

¹ J. Enoch POWELL. « Editorial integrity in action », le *Times*, 11 septembre 1986, p. 12

welcome his contribution if he considered it to be representative of some serious and widely held opinion — and it was for this reason that he commissioned columns by people from widely varying points in the political spectrum¹. »

Le *Times* de Douglas-Home constitue donc un objet d'étude particulièrement intéressant, surtout à l'occasion d'un événement aussi insolite et exceptionnel que le conflit des Malouines. Il semblerait par ailleurs que cet esprit d'ouverture n'ait pas survécu, les interventions du propriétaire devenant de plus en plus fréquentes. Notre corpus représente donc un moment privilégié pour l'étude de l'histoire récente du journal.

Perspectives d'étude du *Times*

Dans la deuxième partie de notre étude, nous allons passer en revue les différentes phases du déroulement du conflit pour voir comment le *Times* les a présentées et pour commenter les débats qu'elles ont soulevés. Dans la troisième partie, nous analyserons plus dans le détail le traitement de certains sujets qui ont suscité un intérêt particulier. Il pourrait sembler séduisant d'étudier chaque rubrique séparément, mais cette approche présenterait l'inconvénient de rendre difficile l'étude de l'interaction entre l'information et les différentes « plates-formes » que le journal propose à l'opinion : éditoriaux, courrier et « *feature articles* ». Or, il est très intéressant de suivre les débats souvent passionnés qui animent ces forums, où les éditorialistes, les auteurs des lettres publiées dans le journal, ainsi que les auteurs des articles de fond se répondent au fil des jours. Puis nous aborderons l'étude détaillée des textes : les éditoriaux, bien entendu, mais également les différents discours parallèles (courrier des lecteurs, dépêches des correspondants de guerre, textes d'humour, illustrations).

¹ *No End of a Lesson: Leading Articles from the Times under Charles Douglas-Home*. Londres : Alliance Publishers for the Institute for European Defence and Strategic Studies, 1986, p. 13-14